



ADDENDA

au **budget de l'Ontario de 2012**

**RAPPORT SUR LES MESURES
DE GESTION DES CHARGES**



Pour de plus amples renseignements au sujet de l'*Addenda au budget de l'Ontario de 2012 – Rapport sur les mesures de gestion des charges*, appeler (sans frais d'interurbain) :

Demandes en français et en anglais : 1 800 337-7222
Téléimprimeur (ATS) : 1 800 263-7776

Pour avoir la version électronique du document, visiter le site Web du ministère à :
www.ontario.ca/budget

On peut se procurer des exemplaires de cette publication :
En ligne à www.serviceontario.ca/publications

Par téléphone au Centre de service de ServiceOntario
Lundi à vendredi, 8 h 30 à 17 h
416 326-5300
416 325-3408 (ATS)
1 800 668-9938 Sans frais au Canada
1 800 268-7095 ATS Sans frais en Ontario

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2012
ISBN 978-1-4435-9274-1 (Imprimé)
ISBN 978-1-4435-9277-2 (HTML)
ISBN 978-1-4435-9278-9 (PDF)

This document is available in English under the title:
Addendum to the 2012 Ontario Budget: Report on Expense Management Measures



MIXTE
Papier issu de
sources responsables
FSC® C004071

Table des matières

Introduction.....	1
Élimination des chevauchements et du double emploi	2
Aperçu	2
Ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse	3
Ministère des Services sociaux et communautaires.....	4
Ministère du Développement économique et de l'Innovation, ministère de la Formation et des Collèges et Universités et autres ministères	5
Ministère du Développement économique et de l'Innovation	5
Ministère de l'Éducation	6
Ministère des Finances	6
Ministère des Affaires municipales et du Logement.....	7
Ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport	7
Ministère des Transports.....	8
Modèles de prestation plus efficaces et plus efficaces	9
Aperçu	9
Ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse	10
Ministère des Services sociaux et communautaires.....	11
Ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels ..	12
Ministère de l'Éducation	14
Ministère de l'Environnement	15
Ministère des Finances	16
Ministère des Services gouvernementaux	16
Ministère du Travail	17
Ministère des Affaires municipales et du Logement.....	17
Ministère des Richesses naturelles	18
Ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport	20
Ministère des Transports.....	20
Divers ministères.....	21

Concentration sur les activités de base	22
Aperçu	22
Ministère des Affaires autochtones	23
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales ..	24
Ministère du Procureur général	26
Bureau du Conseil des ministres.....	26
Ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse	27
Ministère des Affaires civiles et de l'Immigration	28
Ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels ..	28
Ministère du Développement économique et de l'Innovation	29
Ministère de l'Éducation	31
Ministère de l'Énergie.....	33
Ministère de l'Environnement	34
Ministère des Finances	35
Ministère des Services gouvernementaux	35
Ministère de la Santé et des Soins de longue durée	37
Ministère de l'Infrastructure	41
Ministère des Affaires municipales et du Logement.....	42
Ministère des Richesses naturelles	43
Ministère du Développement du Nord et des Mines	43
Cabinet du Premier ministre	44
Ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport	45
Ministère de la Formation et des Collèges et Universités	47
Ministère des Transports.....	49
Divers ministères.....	50

Introduction

Le présent *Rapport sur les mesures de gestion des charges* dresse la liste détaillée des mesures de gestion des charges représentant des économies totales de 4,9 milliards de dollars qui sont prévues au cours des trois prochaines années. Comme on l'explique au chapitre I, *Transformation des services publics*, du budget de 2012, le gouvernement réalisera ces économies en éliminant les chevauchements et le double emploi, en adoptant des modèles de prestation plus efficaces et plus efficaces et en se concentrant sur les activités de base. Les mesures de gestion des charges dans le présent rapport sont regroupées en fonction de ces trois catégories. Les économies totales pour chaque catégorie sont présentées dans le tableau ci-dessous.

(en milliards de dollars)

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Élimination des chevauchements et du double emploi	(0,1)	(0,1)	(0,4)	(0,5)
Modèles de prestation plus efficaces et plus efficaces	(0,1)	(0,3)	(0,5)	(0,9)
Concentration sur les activités de base	(0,8)	(1,3)	(1,4)	(3,5)
Total	(1,0)	(1,7)	(2,2)	(4,9)

Nota : Dans les tableaux du présent rapport, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Élimination des chevauchements et du double emploi

Aperçu

Le gouvernement continue d'éliminer les chevauchements et le double emploi partout où c'est possible afin de fournir des services et des programmes de la façon la plus efficiente et la plus efficace possible, ce qui permettra d'économiser les deniers publics et d'améliorer la prestation des services.

Ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Fermeture du Centre de jeunes Bluewater	(0,9)	(12,9)	(13,8)	(27,6)

Le gouvernement a créé un système de justice pour la jeunesse qui met l'accent sur les options communautaires et l'utilisation réduite des placements sous garde pour les jeunes qui ont des démêlés avec la justice. Cela a donné lieu à une capacité excédentaire dans le réseau. Comme il l'a annoncé le 5 mars 2012, le gouvernement rationalise son système de justice pour la jeunesse, en partie, par la fermeture du Centre de jeunes Bluewater situé à Goderich, qui fonctionne à 26 % de sa capacité. Les jeunes ont été transférés dans des établissements situés à proximité, aussi près de chez eux que possible.

Cette fermeture contribuera à rapprocher l'utilisation de la capacité globale dans les établissements de garde en milieu fermé pour les jeunes près du niveau optimal de 70 %, ce qui réduira le coût global de fonctionnement du système de justice pour la jeunesse tout en évitant les dépenses sur les mises à niveau et l'entretien nécessaires des immobilisations.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Rationalisation du Centre de jeunes Cecil Facer et du Centre de jeunes Brookside	(0,4)	(6,1)	(6,4)	(12,9)

Le gouvernement rationalisera la capacité excédentaire dans le système de justice pour la jeunesse, en rationalisant le Centre de jeunes Cecil Facer à Sudbury et du Centre de jeunes Brookside à Cobourg, tous deux fonctionnant à moins de 50 % de leur capacité.

Cette réduction contribuera à rapprocher l'utilisation de la capacité globale dans les établissements de garde en milieu fermé pour les jeunes près du niveau optimal de 70 %, ce qui réduira le coût global de fonctionnement du système de justice pour la jeunesse.

Addenda au budget de l'Ontario de 2012

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Réduction des services de garde en milieu ouvert sous-traités	(1,9)	(3,8)	(3,8)	(9,4)

Le gouvernement rationalisera la capacité excédentaire dans le système de justice pour la jeunesse, en partie par la réduction du nombre d'organismes bénéficiant de paiements de transfert retenus pour fournir des services de garde en milieu ouvert. Les jeunes de ces établissements recevront du soutien de centres de garde situés à proximité, aussi près de chez eux que possible.

Ce changement réduira le coût global de fonctionnement du système de justice pour la jeunesse.

Ministère des Services sociaux et communautaires

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Rationalisation des fonctions centrales de soutien et d'administration	(3,5)	(7,0)	(7,0)	(17,6)

La rationalisation des fonctions centrales de soutien et d'administration entre les programmes, les politiques et les services de soutien communs, ainsi qu'entre les ministères, permettra de réduire les dépenses tout en réorientant le reste des ressources vers les fonctions principales et l'amélioration des processus.

Ministère du Développement économique et de l'Innovation, ministère de la Formation et des Collèges et Universités et autres ministères

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Fonds pour l'emploi et la prospérité	—	—	(250,0)	(250,0)

Le gouvernement change sa façon de soutenir les entreprises en fusionnant beaucoup de ces programmes en un seul Fonds pour l'emploi et la prospérité qui mettra l'accent sur le soutien à la croissance de la productivité et à la création d'emplois dans le secteur des entreprises.

On s'attend à ce que cette mesure permette d'économiser au total 250 millions de dollars en 2014-2015.

Ministère du Développement économique et de l'Innovation

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Fusion du ministère du Développement économique et du Commerce et du ministère de la Recherche et de l'Innovation	(4,0)	(4,0)	(4,0)	(12,0)

La fusion des deux ministères générera des économies de 12 millions de dollars réalisées sur trois ans, lesquelles seront utilisées pour atténuer les pressions subies par d'autres ministères.

Ministère de l'Éducation

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Fusions de conseils scolaires	–	(10,5)	(16,7)	(27,2)

L'Ontario compte 72 conseils scolaires de district, comprenant des directeurs de l'éducation, des agents de supervision et du personnel administratif.

Pour réduire encore davantage les dépenses administratives, le ministère fusionnera des conseils avoisinants, de manière à favoriser les économies d'échelle et à permettre aux nouveaux conseils d'orienter leurs ressources vers la réussite des élèves.

Le gouvernement n'envisage pas de fusionner les conseils scolaires publics et séparés, conformément à ses obligations constitutionnelles.

Ministère des Finances

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Gains d'efficience dans l'administration des taxes et impôts	(31,3)	(17,7)	(23,8)	(72,8)

À la suite de la réduction progressive des opérations liées à la réforme de la taxe de vente, qui a débuté le 1^{er} septembre 2011, l'ancien ministère du Revenu a procédé à une restructuration qui a fusionné des fonctions et réduit le nombre d'équivalents temps plein.

Le ministère a également trouvé des économies supplémentaires à la suite du remaniement organisationnel, de la réduction des effectifs, de l'amélioration de l'efficience et de la fusion de l'ancien ministère du Revenu avec le ministère des Finances. En outre, le ministère a réalisé des gains d'efficience au titre de l'impôt sur le revenu des sociétés.

Ministère des Affaires municipales et du Logement

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Gains d'efficience organisationnelle	(0,1)	(2,8)	(8,3)	(11,3)

Le Ministère des Affaires municipales et du Logement rationalisera des fonctions comme les politiques, la planification, les programmes et les services de soutien communs. Les mesures comprennent la consolidation des fonctions, l'abandon des activités dans certains domaines, les améliorations des processus et l'élimination des fonctions non essentielles.

Ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Transformation du soutien au secteur culturel	(3,0)	(4,0)	(4,0)	(11,0)

Le gouvernement continuera d'effectuer des investissements stratégiques ciblés par l'entremise d'un Fonds d'investissement stratégique dans le secteur culturel qui serait élargi et amélioré. Quatre programmes de subvention existants (Fonds pour les musées et la technologie, Initiatives internationales pour le secteur culturel, Fonds de prospérité pour les communautés créatrices et Fonds d'investissement stratégique dans le secteur culturel) seront regroupés au sein d'un même programme afin de réaliser des économies et d'améliorer les services à la clientèle. La concentration des ressources dans un fonds plus fort et plus complet qui est ouvert à tous les secteurs culturels créera des projets nouveaux et novateurs qui stimuleront la création d'emplois et la croissance économique.

De plus, le Fonds de partenariats pour le secteur du divertissement et de la création sera éliminé une année plus tôt afin de réaliser des économies sur le plan de l'administration du programme.

Ministère des Transports

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Refonte des programmes de véhicules électriques	(14,8)	(18,3)	(10,0)	(43,1)

La province a mis sur pied deux initiatives qui appuient l'adoption des véhicules électriques en Ontario : le Programme d'encouragement pour les véhicules électriques, qui offre des paiements incitatifs aux consommateurs qui achètent des véhicules électriques, ainsi que l'initiative d'infrastructure de recharge des véhicules électriques, qui soutient le déploiement d'infrastructures de recharge pour les véhicules électriques. La participation au Programme d'encouragement pour les véhicules électriques a été plus faible que prévu. Les deux initiatives seront combinées de manière à améliorer l'efficacité et l'efficacité.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Gains d'efficacité en matière de prestation des services à l'échelle du ministère	(2,4)	(3,1)	(3,9)	(9,4)

Le ministère offre des services de transport, d'acquisition de parc et d'entretien de véhicules à l'échelle de la fonction publique de l'Ontario (FPO) par l'entremise du Centre de gestion du parc automobile de la FPO.

Grâce aux efforts du Centre de gestion du parc automobile pour dégager des économies d'échelle dans la gestion des actifs du parc automobile, le ministère est maintenant en mesure de réaliser des économies tout en continuant d'offrir le même niveau de service.

Modèles de prestation plus efficaces et plus efficaces

Aperçu

Le gouvernement s'est engagé à examiner ses programmes afin de déterminer si la manière dont les programmes et services sont offerts est aussi efficace et efficiente que possible. D'autres méthodes de prestation permettent souvent de faire des économies tout en offrant un meilleur service aux Ontariennes et aux Ontariens.

Ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Fermeture progressive du Centre régional Thistletown	(2,1)	(4,8)	(4,8)	(11,7)

La prestation des services sociaux a évolué pour passer d'un mode direct de financement et d'administration par la province à un modèle plus décentralisé où les municipalités, les partenaires du secteur parapublic et les organismes à but non lucratif offrent des services. La fermeture progressive sur deux ans du Centre régional Thistletown est conforme aux objectifs de la Stratégie ontarienne globale de santé mentale visant la création d'un système de santé mentale des enfants plus réceptif et plus intégré au sein des collectivités.

Le gouvernement collaborera avec les organismes communautaires pour s'assurer que des services de grande qualité sont offerts dans la collectivité. Des économies seront réalisées grâce à la réduction des coûts d'administration et de soutien.

Ministère des Services sociaux et communautaires

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Remaniement de la Prestation pour l'établissement d'un nouveau domicile et le maintien dans la collectivité et la Prestation pour réparations domiciliaires	(16,2)	(70,6)	(75,7)	(162,5)

La Prestation pour l'établissement d'un nouveau domicile et le maintien dans la collectivité ainsi que la Prestation pour réparations domiciliaires ne relèveront plus de l'aide sociale; le soutien au logement sera offert dorénavant dans le cadre de la Stratégie à long terme de logement abordable. Cela améliorera la coordination du système de prestation des services et se traduira en une planification plus adaptée et une programmation fondée sur les besoins locaux. La rentabilité sera accrue grâce à une réduction des chevauchements inutiles entre les ministères.

Offrir aux personnes et aux familles à faible revenu des services de soutien dans leur localité, même si elles ne sont pas admissibles à l'aide sociale, pourrait leur permettre d'éviter le « piège de l'aide sociale ». Par ailleurs, la réduction du nombre de prestations offertes dans le cadre de l'aide sociale aidera à simplifier les règles et favorisera l'intégrité du programme de soutien ainsi que sa viabilité à long terme.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Plafonnement des prestations liées et non liées à la santé dans le programme Ontario au travail	(14,1)	(20,0)	(21,2)	(55,3)

Le partage de coûts provincial-municipal pour les prestations discrétionnaires du programme Ontario au travail est actuellement déterminé au moyen d'une formule selon laquelle la part de la province des prestations discrétionnaires non liées à la santé est plafonnée à 8,75 \$ par dossier, mais n'impose aucun plafond pour les prestations discrétionnaires liées à la santé.

Le remplacement de cette formule par un plafond de 10 \$ par dossier qui s'applique tant aux prestations discrétionnaires liées à la santé qu'à celles qui ne le sont pas réduirait les coûts à court terme et contribuerait à maîtriser les coûts à long terme. Cela entraînerait une révision de l'entente de financement avec les municipalités pour l'offre de prestations discrétionnaires d'aide sociale.

Ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Fermeture des établissements correctionnels (mise à jour de l'annonce de 2011)	(19,9)	(96,0)	(116,7)	(232,6)

L'Ontario continue de moderniser les établissements correctionnels vieillissants de la province afin de pouvoir accepter un plus grand nombre de détenus et d'optimiser l'argent des contribuables. Un aspect important de cette démarche consiste à fermer des établissements anciens et moins efficaces et à transférer les détenus vers de nouveaux établissements correctionnels comme le Centre de détention du Sud de Toronto/Centre de détention discontinuée de Toronto et le Centre de détention du Sud-Ouest.

Le gouvernement fermera des prisons peu efficaces à Owen Sound, Walkerton, Brantford, Chatham et Sarnia, et ira de l'avant avec la fermeture du Centre de détention de l'Ouest de Toronto.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Économies de fonctionnement découlant de l'abandon d'établissements désuets	(1,6)	(4,8)	(10,1)	(16,5)

Le gouvernement quittera les établissements désuets qui ne seront plus requis, par suite du déménagement des activités dans de nouvelles installations comme le Centre de détention du Sud de Toronto et le complexe des sciences judiciaires et du coroner.

L'abandon des établissements désuets permettra au ministère de générer des économies touchant la location, l'entretien, les services publics et d'autres coûts.

L'abandon des établissements désuets s'inscrit dans le cadre de la stratégie du gouvernement pour moderniser les infrastructures et libérer d'anciens espaces moins efficaces.

Rapport sur les mesures de gestion des charges

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Transformation des services privés de sécurité	—	(2,0)	(2,0)	(4,0)

La Direction des services privés de sécurité et d'enquête (SPSE) réglemente l'industrie des services de sécurité privés en Ontario. La Direction des SPSE a la responsabilité de délivrer des permis aux services privés d'enquête et à l'industrie des agents de sécurité, y compris les activités liées à la conformité et à l'application de la loi.

Le traitement des demandes et la délivrance des permis ne sont pas des obligations légales pour la Direction des SPSE et ces services pourraient être mieux offerts selon un modèle de prestation différent, de manière à réaliser des gains d'efficience.

Le gouvernement modernise les opérations existantes liées au service à la clientèle en ayant recours à d'autres fournisseurs de service comme ServiceOntario. Cette initiative améliorera l'expérience des consommateurs en fournissant des services fiables et plus accessibles à l'industrie de la sécurité privée en Ontario. Un partenariat permettrait de réaffecter les ressources en matière d'élaboration des politiques, de conformité et d'application des règlements.

Cette stratégie a pour but de réaliser une transformation de la prestation des services, ce qui produira une amélioration des services, fournis à un coût moindre.

Ministère de l'Éducation

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Écoles sous-utilisées	–	(43,7)	(72,5)	(116,2)

La chute des inscriptions et les changements démographiques ont entraîné la sous-utilisation de certaines des écoles de la province. Le gouvernement a fourni à tous les conseils scolaires une augmentation considérable des ressources au cours des huit dernières années.

Pour favoriser l'efficacité, le gouvernement réduira les incitatifs dans la formule de financement de l'éducation qui contribuent au maintien de la sous-utilisation d'écoles lorsqu'il existe des solutions de rechange. Ces changements commenceront durant l'année scolaire 2013-2014 afin de permettre aux conseils de travailler avec la collectivité pour assurer une transition en douceur.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Plafond des crédits accumulés au palier secondaire	–	(13,9)	(22,0)	(35,9)

Un plafond des crédits accumulés au palier secondaire réduira le nombre considérable d'élèves qui suivent une cinquième année d'études secondaires après avoir obtenu le diplôme d'études secondaires de l'Ontario. Cette mesure les motivera à planifier leurs études de façon appropriée tout en leur permettant d'obtenir des crédits additionnels ou rehaussés. Cette approche établit un équilibre entre la souplesse à l'égard des élèves et le respect du principe de viabilité.

Pour donner aux élèves suffisamment de temps pour se préparer, le plafond des crédits entrera en vigueur en septembre 2013. Le gouvernement travaillera avec ses partenaires du système scolaire pour que le plafond des crédits soit mis en oeuvre équitablement et avec le moins de perturbation possible. Les écoles continueront à offrir des programmes qui permettent aux élèves d'individualiser leur éducation selon leurs forces et qui encouragent l'obtention du diplôme.

Rapport sur les mesures de gestion des charges

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Transport des élèves	(6,6)	(9,4)	(18,3)	(34,3)

Le gouvernement tient à s'assurer que le transport des élèves entre l'école et la maison est sécuritaire, rapide et économique. Le ministère de l'Éducation a travaillé avec les conseils scolaires afin de mettre en oeuvre des initiatives de réforme en matière de transport des élèves, lesquelles comprennent le développement de consortiums de transport, l'adoption de pratiques exemplaires et le relèvement des capacités de gestion afin d'offrir des services de transport sécuritaires, efficaces et efficaces.

Le ministère continuera de travailler avec les conseils scolaires et l'industrie afin de réaliser des économies par la mise en oeuvre de processus d'acquisition concurrentielle et d'autres mesures qui encourageront les exploitants à adopter des méthodes plus efficaces, tout en veillant à ce qu'on maintienne la sécurité du transport des élèves et réponde à leurs besoins.

Ministère de l'Environnement

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Adoption proposée d'un modèle d'autorité administrative déléguée pour le Bureau d'Air pur	—	—	(11,0)	(11,0)

Le Bureau d'Air pur Ontario est responsable de la gestion et de l'administration du programme Air pur, le programme obligatoire d'inspection et d'entretien des véhicules en vue de réduire les émissions.

Le programme Air pur Ontario fonctionne depuis 1999 et plus de quatre millions de véhicules sont inspectés chaque année. Comme ce programme est parvenu à maturité et que ses revenus permettent de recouvrer entièrement les frais d'exploitation, on propose de le dispenser selon un modèle d'autorité administrative déléguée.

Selon ce modèle, le programme Air pur Ontario serait entièrement financé par ses propres revenus, ce qui fait que le ministère n'aurait plus besoin de le financer.

Ministère des Finances

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Réforme du déblocage de fonds en cas de difficultés financières	(2,5)	(2,6)	(2,7)	(7,8)

Le gouvernement a terminé l'examen administratif du programme de déblocage de fonds en cas de difficultés financières annoncé dans le budget de 2011 et il compte le restructurer afin de simplifier l'accès aux fonds bloqués.

Conformément au mode d'accès en une étape utilisé pour les comptes avec immobilisation des fonds sous réglementation fédérale, le consentement de l'organisme de réglementation ne sera plus exigé pour le retrait de fonds pour cause de difficultés financières. Les requérants seraient capables d'effectuer un retrait en s'adressant à leur institution financière, dans le cadre d'un processus simplifié.

Ministère des Services gouvernementaux

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Adoption d'un système d'auto-assurance pour le Programme de responsabilité civile - dossiers généraux et circulation routière	(2,1)	(2,1)	(2,1)	(6,4)

Le gouvernement paie 2,1 millions de dollars par année pour une garantie d'assurance relative au Programme de responsabilité civile - dossiers généraux et circulation routière, pour faire face à diverses demandes d'indemnisation de 5 à 20 millions de dollars en cas de sinistre pouvant être présentées contre la Couronne. Aucune demande de règlement n'a été payée au titre de cette police depuis son entrée en vigueur en 2003.

Compte tenu de l'équilibre risques-coûts, le gouvernement passera à un système d'auto-assurance et la police ne sera pas renouvelée en 2012-2013.

Ministère du Travail

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Plus de souplesse pour gérer la charge de travail à la Commission des relations de travail de l'Ontario	—	(0,2)	(0,4)	(0,6)

La composition de la Commission des relations de travail de l'Ontario (CRTO), un tribunal d'arbitrage indépendant, sera modifiée de manière à comprendre des membres à temps partiel, ce qui lui permettra de gérer la charge de travail avec plus de souplesse. On prévoit que ce changement réduira le temps d'attente pour les audiences et permettra à la commission de recruter des membres additionnels auprès d'un plus vaste segment de la communauté juridique.

Ministère des Affaires municipales et du Logement

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Abandon du rôle de la province dans l'application de la loi en matière de normes d'entretien des immeubles d'habitation locatifs	—	—	(0,1)	(0,1)

Le ministère mettra fin au rôle de la province en matière d'application de la loi relativement aux normes d'entretien des immeubles. La majorité des municipalités ontariennes ont déjà des règlements pour la mise en application des normes d'entretien dans les immeubles d'habitation locatifs. Les municipalités sans règlements quant à ces normes seraient encouragées à déterminer si elles ont besoin de règlements et, le cas échéant, à adopter des règlements et à se doter de la capacité de les mettre en application. Par ce changement, on veut arriver à une certaine uniformité à l'échelle des municipalités. Au cours des six dernières années, seulement 49 des 164 municipalités sans règlements ou ayant une réglementation partielle ont fait l'objet d'inspections et la moyenne des frais d'inspection annuels était supérieure à 1 000 \$ dans seulement trois cas.

Ministère des Richesses naturelles

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Rationalisation du processus d'approbation	(2,1)	(2,6)	(6,5)	(11,1)

Le ministère a passé en revue ses exigences législatives, ses secteurs d'activité et ses modes de prestation. Par suite de cet examen, il a établi un plan sur trois ans pour transformer, réorienter et reformuler son rôle en matière de gestion des richesses naturelles, tout en soutenant la croissance économique et la création d'emplois.

Dans le cadre du présent budget, on propose de nouvelles exigences légales en matière de délivrance de permis et d'intendance des terres de la Couronne et des richesses naturelles. Ces changements législatifs modifieraient les exigences, les secteurs d'activité et les modes de prestation au sein du ministère de manière à :

- permettre le passage à la méthode des permis par règlement plutôt qu'à celle des autorisations individuelles;
- autoriser le ministre des Richesses naturelles à déléguer les approbations à de tierces parties;
- régler la fréquence ou la portée des activités de planification futures en matière de richesses naturelles.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Transformation de l'exécution des activités	(5,0)	(12,0)	(36,5)	(53,6)

Au cours des trois prochaines années, le ministère modernisera ses activités à l'intention des particuliers et des entreprises. Grâce à cet effort de modernisation, les précieuses et abondantes richesses naturelles de l'Ontario seront protégées pour les générations futures.

Le ministère s'éloignera de l'examen et de l'approbation détaillés des activités propres à chaque site et délivrera ses services à une plus vaste échelle géographique. Il aura recours à une nouvelle approche fondée sur les risques pour les décisions en matière de ressources, le respect et l'application des règlements, ainsi que les activités de surveillance et d'évaluation. Certaines activités récréatives axées sur la pêche et les parcs seront réduites au profit d'autres priorités en matière de gestion de la faune aquatique et terrestre et de récréation.

Rapport sur les mesures de gestion des charges

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Réduction du financement pour l'intendance et les partenariats	(2,9)	(4,4)	(4,4)	(11,6)

Le ministère développe un nouveau modèle pour soutenir l'intendance et les partenariats. Ce modèle redirigera l'aide en matière d'intendance, la faisant passer du soutien direct par le personnel à des primes d'encouragement et des subventions pour les programmes d'intendance visant à atteindre les priorités du gouvernement et à favoriser les partenariats qui soutiennent la conservation de la biodiversité. De plus, le ministère cherchera à diminuer sa participation dans les domaines où d'autres organismes s'occupant d'intendance sont déjà actifs, réduisant ainsi les chevauchements et le double emploi.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Rationalisation des sciences et de l'information	(0,6)	(3,2)	(7,5)	(11,2)

Les fonctions relatives aux sciences et à l'information continueront d'être assumées par le ministère, mais on mettra davantage l'accent sur les écosystèmes que sur des espèces particulières. Cela sera fait dans le cadre d'une organisation plus petite et plus consolidée.

Conformément aux changements dans l'approche des activités opérationnelles et aux progrès technologiques en matière de sciences et de surveillance, le ministère :

- réorganisera les programmes de surveillance des ressources et de recherche appliquée en fonction d'une approche fondée sur les risques;
- ciblera les activités de recherche appliquée et de surveillance des ressources sur les écosystèmes plutôt que les activités continues portant sur des espèces particulières, lorsque cela est approprié.

Ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Fermeture de Centres d'information touristique de l'Ontario	(0,3)	(1,5)	(1,5)	(3,3)

Le gouvernement remaniera ses services d'information touristique en mettant l'accent sur les activités de marketing en ligne afin de satisfaire aux préférences des consommateurs à la recherche d'information. On procédera à une réorganisation majeure du site Web offrant de l'information touristique, du centre d'appels et du service de distribution de brochures.

Les visites aux Centres d'information touristique de l'Ontario ont diminué de moitié au cours de la dernière décennie, du fait que les voyageurs adoptent une approche libre-service et comptent de plus en plus sur l'Internet pour leurs recherches. La fermeture de sept centres où le nombre de visites est peu élevé ou à la baisse permettra de réaffecter l'argent épargné afin de fournir aux consommateurs les outils et l'information dont ils ont besoin pour prendre des décisions en matière de tourisme.

Ministère des Transports

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Rationalisation du financement pour les transports	(2,0)	(2,4)	(107,4)	(111,8)

Le ministère offre des programmes pour soutenir le transport durable dans toute la province. Ces programmes comprennent les activités d'évaluation environnementale, des initiatives en matière de transport en commun et le soutien de la Commission des transports routiers de l'Ontario (CTRO) qui réglemente et supervise le transport interurbain par autobus.

Le ministère passe en revue le régime de réglementation du transport interurbain par autobus en Ontario afin de réaliser des gains d'efficience; des solutions novatrices pour les prochaines étapes de la planification du train à grande vitesse proposé entre Windsor et Québec; et d'autres initiatives de transport afin d'optimiser davantage les ressources.

Rapport sur les mesures de gestion des charges

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Rationalisation des programmes de sécurité des usagers de la route	–	(1,4)	(2,7)	(4,1)

Le ministère offre divers programmes visant à favoriser la sécurité des usagers de la route. Beaucoup d'entre eux sont accessoires par rapport aux activités fondamentales du ministère. Par exemple, on mène actuellement des entrevues auprès des conducteurs qui accumulent neuf points d'inaptitude. Ces entrevues servent à déterminer la façon appropriée de traiter ces conducteurs, mais peu de suspensions du permis de conduire en résultent. En réduisant le soutien de tels programmes, le ministère pourra recentrer ses efforts de promotion de la sécurité des usagers de la route sur sa mission fondamentale.

Divers ministères

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Mesures prises par d'autres ministères	–	(1,5)	(0,7)	(2,1)

Les mesures prises par d'autres ministères comprennent la recherche de méthodes de rechange pour la prestation des services et diverses autres mesures afin que les programmes et les services soient offerts de la façon la plus efficace et la plus efficiente possible.

Concentration sur les activités de base

Aperçu

Se concentrer sur les activités de base signifie réduire les programmes non prioritaires, éliminer les programmes que le gouvernement ne devrait pas offrir et déterminer quels programmes le secteur privé pourrait offrir plus efficacement. Certains choix sont difficiles, mais lorsqu'on cesse de mettre l'accent sur les priorités non essentielles, chaque dollar épargné peut être utilisé dans les domaines des soins de santé ou de l'éducation, pour des mesures de création d'emplois ou pour aider à équilibrer le budget.

Ministère des Affaires autochtones

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Réduction du financement du Fonds pour les nouvelles relations	–	(0,5)	(0,4)	(0,9)

Le gouvernement aide les Premières nations et les Métis à acquérir du savoir-faire et des capacités en matière de territoire et de ressources. Le financement total s'élève à 14,5 millions de dollars.

Par l'entremise de ce fonds, le gouvernement cherchera à atteindre des résultats tangibles dans les secteurs où les priorités sont les plus critiques. Même si le fonds dans l'ensemble sera réduit, le financement pour les principales activités de consultation demeurera inchangé.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Réduction du Fonds de participation	–	(0,5)	(0,4)	(0,9)

Le gouvernement soutient la participation d'organismes des Premières nations et des Métis à des processus bilatéraux et au développement communautaire relativement aux priorités socioéconomiques, aux besoins cernés par la communauté et aux initiatives pour les jeunes. Le financement de ce programme sera réduit, mais le ministère continuera de travailler avec les organismes afin de renforcer les capacités et d'ouvrir des possibilités de développement économique dans les communautés des Premières nations et des Métis.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Gains d'efficience administratifs	–	(0,5)	(0,5)	(1,0)

Le ministère a passé en revue l'ensemble de ses exigences administratives et cerné des possibilités de réaliser des gains d'efficience opérationnelle en contenant les dépenses dans les secteurs des services, des fournitures et du matériel.

On diminuera le coût des services en réduisant le nombre de projets de technologie de l'information planifiés et en s'appuyant moins sur les achats de services.

Addenda au budget de l'Ontario de 2012

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Réduction du financement du Programme de subventions pour l'infrastructure des communautés autochtones	–	(0,5)	–	(0,5)

Ce programme favorise le développement communautaire, économique et entrepreneurial des communautés et des organismes autochtones en soutenant les initiatives commerciales et la construction d'immobilisations à titre de fondement pour le développement des capacités. Au cours de la dernière décennie, ce programme a versé environ 27 millions de dollars en financement à des communautés et organismes autochtones par l'entremise de plus d'une centaine de projets d'immobilisations de grande et de petite taille.

Le financement de ce programme sera réduit pendant un an. On prévoit que l'effet général de cette mesure sera minime, compte tenu du cycle de planification des projets d'immobilisations.

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Réorientation des programmes de gestion des risques des entreprises	–	(19,8)	(20,0)	(39,7)

Les programmes de gestion des risques des entreprises assurent la stabilité du revenu des agriculteurs de l'Ontario. Ces programmes sont fondés sur la demande, de sorte que les dépenses peuvent fluctuer d'une année à l'autre selon le prix des denrées.

Compte tenu des défis financiers que doit relever la province, le gouvernement de l'Ontario collaborera avec les agriculteurs afin de repenser ces programmes de manière à soutenir la productivité tout en les plafonnant globalement à un niveau viable, dans le but de gérer les risques pour les contribuables et de tirer profit des fonds du gouvernement fédéral.

Rapport sur les mesures de gestion des charges

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Modernisation des programmes de recherche et d'innovation	-	-	-	-

Les programmes de recherche et d'innovation peuvent être modernisés afin de mettre davantage l'accent sur le consommateur, le marché et les résultats économiques, en partenariat avec les gouvernements, l'industrie et le milieu universitaire. La modernisation aidera à éviter des coûts pouvant atteindre 30 millions de dollars qui sont attribuables au report de travaux d'entretien aux installations de recherche existantes.

Le ministère envisage de mieux soutenir les besoins de l'industrie et des consommateurs en accélérant le passage des produits de la recherche à la commercialisation et en mettant sur le marché plus de produits à valeur ajoutée, comme dans le cas des œufs oméga-3 et du lait amélioré sur le plan nutritionnel.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Gains d'efficience administratifs et dans la prestation des services	-	(3,0)	(5,4)	(8,4)

Le ministère compte effectuer plusieurs revues internes afin d'améliorer la productivité.

Par exemple, il pourrait examiner en détail la prestation des services, la responsabilité en matière de paiements de transfert et les activités d'Agricorp. Le ministère prévoit qu'il en découlera une augmentation de l'efficience de la prestation des services.

Ministère du Procureur général

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Stratégie de gestion des immobilisations	-	-	-	-

Le gouvernement mettra en oeuvre une nouvelle stratégie pour satisfaire aux exigences infrastructurelles à long terme pour l'entretien des palais de justice provinciaux.

La nouvelle stratégie en matière d'immobilisations des palais de justice a pour objet d'assurer la viabilité au-delà de 2014-2015 par l'exploration de nouvelles possibilités comprenant des stratégies de remplacement pour la construction des palais de justice (p. ex., partenariats avec des promoteurs pour bâtir des espaces communs) et l'examen des immeubles existants.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Mesures d'efficience	(15,3)	(38,9)	(62,7)	(116,9)

Le ministère prend un ensemble de mesures afin d'accroître l'efficience de divers programmes, de réaliser des économies et d'obtenir de meilleurs résultats.

Bureau du Conseil des ministres

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Examen des services, des processus et des procédures de base	-	(0,7)	(0,5)	(1,2)

Le Bureau du Conseil des ministres passera en revue ses services, processus et procédures de base en 2012-2013 afin de réaliser des gains d'efficience au titre des coûts de fonctionnement futurs.

Ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Contrôle des coûts de protection de l'enfance grâce à la transformation	(16,0)	(16,2)	(16,2)	(48,4)

S'inspirant des initiatives de transformation mises en oeuvre jusqu'à maintenant, le gouvernement collabore avec les sociétés d'aide à l'enfance et la Commission de promotion de la viabilité des services de bien-être de l'enfance afin de trouver des moyens créatifs d'améliorer la prestation des services de protection de l'enfance, tout en limitant les coûts. Pour ce faire, il fusionne des organismes, regroupe des fonctions administratives, combine la prestation de services, élabore un nouveau modèle de financement, adopte de nouvelles approches en matière de reddition de comptes et de gestion des résultats et améliore la gestion des services et des finances en mettant en oeuvre le Réseau d'information pour la protection de l'enfance.

Cette transformation aidera les sociétés d'aide à l'enfance à gérer leurs coûts tout en continuant de fournir des services de protection de l'enfance.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Augmentation graduelle de la Prestation ontarienne pour enfants	-	(87,4)	8,4	(79,0)

Le montant maximal versé au titre de la Prestation ontarienne pour enfants (POE) augmentera en deux étapes. Il passera de 1 100 \$ à 1 210 \$ le 1^{er} juillet 2013 puis atteindra 1 310 \$ le 1^{er} juillet 2014.

Cette initiative est conforme à l'engagement pris par le gouvernement d'accroître le montant maximal de la prestation par enfant pour le porter à 1 310 \$. Grâce à cette augmentation, 90 000 enfants de plus faisant partie de 46 000 familles bénéficieront de la prestation. Cette augmentation de la POE aura lieu moins rapidement que ce que le gouvernement espérait et que ce qu'il avait prévu.

Ministère des Affaires civiles et de l'Immigration

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Maintien de programmes durables et efficaces pour les nouveaux arrivants	-	-	(1,7)	(1,7)

Le gouvernement fournit des programmes de formation linguistique et des services d'établissement aux nouveaux arrivants par l'entremise de ses programmes d'immigration. Il augmentera l'efficacité de ces programmes et services afin de réaliser des économies tout en minimisant l'incidence des mesures prises en ce sens sur les services à la clientèle.

Ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Mesures d'économie	(12,1)	(23,3)	(32,0)	(67,4)

Les mesures d'efficacité et les objectifs d'économie s'inscrivent dans le cadre du plan du ministère, qui prévoit la réaffectation de fonds afin d'assurer la viabilité des programmes de base.

Ces mesures permettront au ministère d'optimiser l'efficacité à l'aide de ses ressources sans nuire à la prestation des services.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Réduction des heures supplémentaires	(3,5)	(3,5)	(3,5)	(10,5)

Le gouvernement collabore avec ses partenaires afin de réduire les coûts associés aux heures supplémentaires des agents des services correctionnels, ainsi que des chefs des opérations et des policiers en uniforme de la Police provinciale de l'Ontario (O.P.P.).

Rapport sur les mesures de gestion des charges

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Remplacement des véhicules de l'O.P.P. en raison du kilométrage	-	-	(2,0)	(2,0)

Le ministère étudiera les économies qu'il pourrait réaliser en modifiant la politique de gestion du parc de véhicules de l'O.P.P. À tout le moins, le gouvernement évaluera les coûts de fonctionnement et d'immobilisations ainsi que les revenus générés par la vente de véhicules de police ayant atteint la fin de leur durée de vie utile. On pourrait également réaliser des économies grâce à d'autres efficiences découlant d'une meilleure ingénierie et de meilleures technologies (permettant par exemple de réduire la consommation de carburant).

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Mesures d'efficience	(9,0)	(35,8)	(54,8)	(99,6)

Le ministère prend un ensemble de mesures afin d'accroître l'efficience de divers programmes, de réaliser des économies et d'obtenir de meilleurs résultats.

Ministère du Développement économique et de l'Innovation

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Fonds pour la recherche en Ontario – Infrastructure de recherche et excellence en recherche	-	-	-	-

Le ministère du Développement économique et de l'Innovation limite le financement au titre du fonctionnement et des immobilisations du Fonds pour la recherche en Ontario (FRO).

La limite du financement du FRO ne générerait pas d'économies, mais fournirait une plus grande souplesse pour continuer d'accorder des fonds de contrepartie au financement fédéral aux fins des investissements dans l'infrastructure de recherche et pour maintenir le programme. Le gouvernement pourrait ainsi maintenir le financement des projets de recherche transformationnels de grande envergure réalisés par les universités, les hôpitaux et les établissements de recherche de l'Ontario.

Addenda au budget de l'Ontario de 2012

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Restriction de la prolongation des contrats passés dans le cadre du Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents	(10,0)	(38,1)	(9,0)	(57,1)

Le ministère ne prolonge pas les contrats passés dans le cadre du Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents (FESE). La plupart des contrats durent cinq ans. Par le passé, lorsque le début des projets était retardé en raison de circonstances imprévues ou de la récession, les contrats étaient prolongés. En mettant fin à cette pratique, on économiserait environ 57 millions de dollars sur trois ans.

Le FESE, doté de 1,15 milliard de dollars, a été créé en 2008 pour soutenir les activités de recherche, de développement et de commercialisation réalisées par les industries novatrices et attirer de nouveaux investissements dans des secteurs stratégiques de l'économie ontarienne. On a cessé d'accepter des demandes de participation au programme en décembre 2009.

Certaines entreprises prévoient ne pas respecter leurs engagements en matière d'investissement dans le délai établi aux termes du contrat. Elles ne pourront donc pas demander le montant intégral de la subvention prévue par ce contrat.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Réduction des fonds accordés aux bénéficiaires de paiements de transfert	(2,0)	(18,3)	(5,0)	(25,3)

Depuis 2003, le gouvernement soutient les entreprises et les programmes de recherche et d'innovation. Le ministère réduit le financement de certains paiements de transfert, y compris le soutien aux réseaux d'innovation et de commercialisation.

Cette initiative permettrait de réaliser des économies d'environ 25 millions de dollars sur trois ans.

Ministère de l'Éducation

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Maintien des mesures d'économie au titre de la Subvention pour les besoins des élèves	-	-	-	-

Les mesures d'économie touchant le financement des conseils scolaires affecté aux ordinateurs dans les salles de classe (mises en oeuvre en 2009-2010) et au perfectionnement professionnel (mises en oeuvre en 2009-2010 et en 2011-2012) seront maintenues. On pourra ainsi éviter des coûts de 121 millions de dollars sur trois ans sans mettre en péril les progrès réalisés au chapitre du rendement des élèves.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Réduction des subventions à faible incidence	(30,0)	(38,5)	(38,5)	(107,0)

On a cerné des possibilités de réduire ou d'éliminer des subventions discrétionnaires accordées aux conseils scolaires par l'entremise du volet Autre paiement de transfert des programmes d'éducation. Cette mesure touche les programmes non essentiels, les programmes pouvant bénéficier d'autres sources de financement et les programmes où l'incidence de la réduction peut être atténuée grâce à des programmes ou des initiatives connexes. On réduira le financement des projets spéciaux et les subventions accordées aux tierces parties qui dispensent les programmes à l'appui des initiatives du ministère.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Réduction des coûts d'administration du ministère	(5,8)	(5,8)	(5,8)	(17,4)

Dans le budget de 2011, le gouvernement a annoncé des mesures visant à rendre les services publics plus efficaces et à optimiser les ressources en consolidant des programmes, des services et des fonctions administratives, ce qui permettra notamment au ministère de l'Éducation d'économiser 5 millions de dollars par année.

Addenda au budget de l'Ontario de 2012

Le budget de 2012 prévoit des économies supplémentaires de 5 millions de dollars au titre des coûts d'administration du ministère, ainsi qu'une réduction de 2,5 % du paiement de transfert versé à l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation. En cherchant des moyens d'accroître l'efficacité, le ministère prévoit réduire encore plus ses coûts de fonctionnement sans nuire à sa capacité de dispenser ses programmes et de respecter ses engagements.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Mise à jour de la Subvention pour le fonctionnement et la réfection des installations scolaires	(8,1)	(12,2)	(11,7)	(32,0)

On réalisera des économies en mettant à jour les repères afin qu'ils tiennent compte de l'âge actuel et de la taille des écoles. Ces économies serviront à financer les projets de renouvellement des écoles et à composer avec la hausse des coûts de construction dans certaines régions survenue depuis la dernière mise à jour des repères.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Subvention pour l'amélioration des programmes	(15,8)	(25,1)	(25,1)	(65,9)

La Subvention pour l'amélioration des programmes fournit un financement souple aux conseils scolaires qui leur permet d'étoffer les programmes ou d'en créer de nouveaux. Cette subvention sera annulée. Une somme de 20 millions de dollars sera réaffectée au volet Autre paiement de transfert des programmes d'éducation afin de soutenir l'éducation extérieure. Les conseils scolaires peuvent continuer d'offrir les programmes qui étaient financés grâce à la Subvention pour l'amélioration des programmes en procédant à une réaffectation interne des fonds.

Rapport sur les mesures de gestion des charges

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Conseillers pédagogiques et coaches	(21,8)	(34,6)	(34,6)	(91,1)

Depuis 2002-2003, les conseils scolaires ont embauché 656 conseillers pédagogiques et coaches à temps plein pour les aider à mettre en oeuvre leurs plans d'amélioration. On réduira le nombre de postes de conseillers pédagogiques et de coaches financés pour l'année scolaire 2012-2013.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Réduction du financement non affecté des immobilisations scolaires	-	-	-	-

Cette mesure d'économie constitue une réduction de 75 millions de dollars des subventions d'immobilisations qui seront versées aux conseils scolaires au cours des six prochaines années et des économies budgétaires de 2 millions de dollars. Elle protège le financement consacré à la maternelle et au jardin d'enfants à temps plein. Les économies budgétaires débiteront en 2015-2016.

Ministère de l'Énergie

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Réduction des charges de fonctionnement grâce à des gains d'efficacité internes	-	(1,9)	(1,2)	(3,1)

Le ministère met en oeuvre des mesures d'efficacité internes afin de réduire les coûts d'administration de ses programmes.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Limite de 3 000 kWh par mois aux fins de la Prestation ontarienne pour l'énergie propre	(170,0)	(200,0)	(100,0)	(470,0)

Par l'entremise de la Prestation ontarienne pour l'énergie propre (POEP), les consommateurs résidentiels, les agriculteurs, les petites entreprises et d'autres petits consommateurs reçoivent une prestation équivalant à 10 % de leurs coûts totaux d'électricité, taxes comprises. La POEP est en vigueur du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2015.

Le budget de 2012 propose une limite de 3 000 kilowatts-heures (kWh) par mois pour déterminer l'admissibilité à la POEP. Grâce à cette approche équilibrée, presque tous les consommateurs résidentiels continueraient de bénéficier de la prestation intégrale de 10 %. La prestation serait limitée pour les plus gros consommateurs d'électricité.

Ministère de l'Environnement

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Programme de gestion des déchets	(1,7)	(3,5)	(3,5)	(8,7)

Le ministère verse des fonds pour la gestion des déchets dangereux par l'entremise d'un nouveau programme de subventions s'inscrivant dans le cadre de l'Initiative concernant les déchets domestiques dangereux ciblés.

Le financement appuyait la collecte et la gestion de certains déchets générés par des entreprises de vente au détail comme les pharmacies. Le ministère étudie diverses options afin de continuer à assurer la gestion de ces déchets à moindre coût.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Économies au titre de la <i>Loi de 2010 sur le développement des technologies de l'eau</i>	(7,4)	(3,0)	—	(10,4)

Dans le cadre du budget de 2011, le ministère a annoncé l'octroi de 30 millions de dollars sur trois ans aux termes de la *Loi de 2010 sur le développement des technologies de l'eau*. Ces fonds serviront notamment à soutenir des projets de démonstration communautaires, les plans de durabilité des eaux municipales ainsi que des initiatives d'information et de sensibilisation du public.

Le soutien aux plans de durabilité des eaux municipales avait pour but d'aider les municipalités à couvrir les coûts d'élaboration de ces plans. Toutefois, le règlement exigeant que les municipalités élaborent de tels plans n'a pas été promulgué et on ne prévoit pas que le financement sera versé aux municipalités. Par conséquent, le ministère réaffectera ces ressources à d'autres priorités gouvernementales.

Ministère des Finances

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Réduction du financement du Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	(41,0)	(58,0)	(61,0)	(160,0)

Le gouvernement respectera son engagement d'assumer certains coûts qu'il a pris à l'issue de l'Examen provincial-municipal du financement et du mode de prestation des services (EPMFMPS). De plus, conformément à l'entente conclue dans le cadre de l'EPMFMPS, le gouvernement réduira le financement du Fonds de partenariat avec les municipalités pour le ramener à 500 millions de dollars d'ici 2016.

Ministère des Services gouvernementaux

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Économies liées à ServiceOntario	–	(9,1)	(7,7)	(16,8)

ServiceOntario réalise des économies en continuant de moderniser ses opérations et en mettant davantage l'accent sur les services à la clientèle dispensés en ligne, qui sont moins coûteux.

Ce poste ne comprend pas les gains d'efficience potentiels découlant des partenariats public-privé futurs.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Économies au titre des services gouvernementaux	(12,2)	(26,3)	(43,9)	(82,3)

Le ministère procédera à une restructuration interne afin de mettre l'accent sur les résultats que l'on doit obtenir grâce aux activités de base.

Pour ce faire, il rationalisera et réorganisera ses opérations et réduira ses dépenses discrétionnaires consacrées à la formation, aux fournitures et aux déplacements.

Addenda au budget de l'Ontario de 2012

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Économies au titre de l'ITI découlant des réductions liées à la Stratégie de gestion des portefeuilles d'applications générales	(13,6)	(14,3)	–	(28,0)

Dans le cadre de la Stratégie de gestion des portefeuilles d'applications générales (MAPS), le gouvernement accorde des fonds pour moderniser les applications d'information et de technologie de l'information (ITI) les plus à risque au sein de la fonction publique de l'Ontario (p. ex., celles utilisées pour la stratégie de modernisation des solutions pour les services sociaux mise en oeuvre par le ministère des Services sociaux et communautaires et le Réseau d'information pour la protection de l'enfance du ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse). Cette initiative prendra fin en mars 2014.

Certains projets ont été réalisés à un coût moindre que prévu. On réalisera des économies étant donné que la stratégie MAPS prendra fin et qu'aucun nouveau projet ne sera approuvé dans le cadre de cette stratégie.

Ministère de la Santé et des Soins de longue durée

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Programmes de médicaments : Économies dégagées dans les Programmes publics de médicaments de l'Ontario	(100,0)	(100,0)	(100,0)	(300,0)

Le Programme de médicaments de l'Ontario (PMO) finance les produits pharmaceutiques des Ontariennes et des Ontariens de 65 ans et plus, des résidents des foyers de soins de longue durée et des foyers de soins spéciaux, des personnes recevant des soins professionnels à domicile ainsi que des bénéficiaires du Programme de médicaments Trillium. Les charges des Programmes publics de médicaments de l'Ontario ont connu une croissance de 5,2 % chaque année depuis 2003-2004.

Ces économies tiennent compte de l'effet pluriannuel des dépenses de programmes de médicaments inférieures aux prévisions en 2011-2012.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Programmes de médicaments : Vérification du revenu pour les personnes âgées à revenu élevé	—	—	(30,0)	(30,0)

Le PMO pour les personnes âgées est un programme universel. Sauf les personnes âgées aux revenus les plus faibles, tout le monde est admissible aux mêmes prestations, sans égard au revenu. Cela signifie qu'une personne dont le revenu annuel est de 300 000 \$ par année obtient les mêmes prestations qu'une personne dont le revenu est de 30 000 \$ par année.

Pour rendre le programme plus équitable, les personnes âgées disposant d'un revenu élevé paieront une nouvelle franchise fondée sur le revenu. Cette nouvelle franchise augmentera graduellement en fonction du revenu. Ce changement entrera en vigueur au début d'août 2014. Des économies seront réalisées au sein du programme alors que les personnes âgées disposant d'un revenu élevé paieront une part plus élevée du coût des médicaments offerts par le PMO. Environ 5 % des personnes âgées bénéficiaires du PMO devront payer des coûts plus élevés en raison de cette modification.

Addenda au budget de l'Ontario de 2012

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
OHIP – Économies touchant les services de santé hors pays et hors province	(35,6)	(29,0)	(29,0)	(93,6)

L'Ontario dispose actuellement d'un programme d'approbation préalable pour les Ontariennes et Ontariens qui demandent des services de santé hors du Canada. L'Ontario a conclu des ententes de facturation hospitalière interprovinciale avec toutes les provinces et les territoires. Les services hospitaliers prodigués dans d'autres provinces et territoires à des résidents de l'Ontario sont remboursés par l'Ontario. Aucuns frais ne sont exigés auprès du patient qui reçoit des services assurés dans un hôpital public.

Des économies seront réalisées en améliorant l'efficience de la gestion du programme.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Foyers de soins de longue durée : Économies découlant des dépenses inférieures aux prévisions	(70,0)	(70,0)	(70,0)	(210,0)

Les foyers de soins de longue durée prodiguent des services aux personnes qui ne sont plus en mesure de vivre de manière autonome dans leur propre domicile et qui nécessitent des soins, un soutien et une surveillance 24 heures sur 24.

Ces économies représentent l'effet pluriannuel des dépenses des foyers de soins de longue durée inférieures aux prévisions en 2011-2012.

Rapport sur les mesures de gestion des charges

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Immobilisations : Annuler ou réaménager certains grands projets d'hôpitaux dont la construction n'a pas débuté	-	(0,3)	(1,2)	(1,5)

Le financement des immobilisations permet la prestation des services de santé grâce aux investissements dans l'infrastructure des hôpitaux, des établissements de soins communautaires et des foyers de soins de longue durée. Cette mesure d'économie comporte l'annulation de quatre grands projets d'hôpitaux annoncée précédemment et le réaménagement de deux autres. La construction d'aucun de ces projets n'a débuté.

Les grands projets d'hôpitaux déjà annoncés qui seront annulés sont : le réaménagement de l'Hôpital Memorial de Lincoln Ouest; le projet de remplacement de l'unité d'hémodialyse du Centre Sunnybrook des sciences de la santé; le projet du South Bruce Grey Health Centre portant sur les services des urgences et les soins ambulatoires (Kincardine); la phase 1 du projet de soins ambulatoires et de services aux malades hospitalisés de l'Hôpital de Wingham et du district.

Les deux projets qui seront réaménagés sont : la phase 2 du projet portant sur les soins de santé mentale, les services de réadaptation et les soins continus complexes de l'Hôpital général de Brockville ainsi que le projet sur les services des urgences, les soins ambulatoires et les soins de santé mentale de l'Hôpital général de St. Thomas-Elgin.

Les chiffres du tableau ci-dessus représentent les économies budgétaires durant les trois premières années. Cette mesure d'économie produira une réduction des emprunts de 570 millions de dollars sur six ans.

Le ministère fait tous les efforts pour planifier un niveau d'investissement en immobilisations approprié et viable dans les secteurs hospitalier et communautaire. À court terme, les obligations contractuelles pour les grands projets d'hôpitaux limitent la marge de manoeuvre. Cependant, la planification à long terme tiendra compte des efforts visant à déplacer dans les collectivités la prestation des services appropriés.

Addenda au budget de l'Ontario de 2012

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Efficience des organismes	(14,1)	(14,1)	(14,1)	(42,2)

Le ministère exigera que tous les organismes réglementés réalisent des gains d'efficience en réduisant les coûts administratifs. Les organismes réglementés qui reçoivent plus de 5 millions de dollars en financement ministériel verront leurs allocations pour charges administratives subir une compression de 5 %, et tous les autres organismes réglementés qui reçoivent moins de 5 millions de dollars subiront une compression de 2 % de cette allocation. Cette initiative entraînera des économies annuelles de 14,1 millions de dollars à compter de 2012-2013.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Formation clinique	(13,5)	(14,2)	(15,0)	(42,8)

La province s'est engagée à collaborer avec ses partenaires afin d'améliorer sur une base continue la qualité de la formation médicale et d'en montrer les résultats aux Ontariennes et aux Ontariens. Le gouvernement offre également divers volets de financement afin d'appuyer l'élargissement de la formation médicale communautaire.

Le gouvernement réalisera des économies en réduisant le financement par résident des écoles de médecine afin de tenir compte des sommes nécessaires pour s'assurer que les nouveaux professionnels de la santé obtiennent des résultats de santé de qualité. Le financement des coûts indirects d'enseignement sera également réduit.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Autres économies du ministère	(37,7)	(33,9)	(106,3)	(178,0)

Les objectifs de la réforme dans le cadre du *Plan d'action de l'Ontario en matière de soins de santé* consistent à prodiguer de meilleurs soins aux patients en optimisant la valeur des deniers investis en santé. Pour ce faire, le financement sera redirigé vers les domaines présentant la valeur la plus élevée. Par conséquent, les programmes qui traditionnellement sous-utilisent leur financement ou sont financés de manière discrétionnaire seront rajustés pour réaliser des économies additionnelles.

Ministère de l'Infrastructure

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Réaménagement des projets fédéraux-provinciaux	(59,8)	(29,1)	(12,4)	(101,3)

Le ministère propose d'utiliser des fonds prévus par d'autres volets du plan d'immobilisations provincial pour obtenir du financement du gouvernement fédéral pour les projets prioritaires sous les auspices de son plan Chantiers Canada.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Réfection des immeubles gouvernementaux	(6,8)	(13,2)	(74,4)	(94,4)

Le ministère réduira les investissements dans les travaux continus de réparation et de mise à niveau des immeubles gouvernementaux.

Ministère des Affaires municipales et du Logement

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Abandon du Programme de bourses Albert Rose	(1,2)	(1,2)	(1,2)	(3,5)

Le Programme de bourses Albert Rose a été constitué afin d'offrir un soutien ponctuel aux étudiants du palier postsecondaire qui vivent dans des logements sociaux. La fin de ce programme de bourse n'aura aucun effet sur les boursiers actuels.

Dans le cadre du Programme de réduction de 30 % des droits de scolarité en Ontario en janvier 2012, le gouvernement offre un soutien financier aux étudiants admissibles. L'élimination de la bourse Albert Rose est conforme à l'approche du gouvernement visant à rationaliser l'aide financière aux étudiants.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Réduction des transferts au titre du logement social	—	(3,8)	(11,2)	(15,0)

Aux termes de l'Entente Canada-Ontario sur le logement social, les municipalités reçoivent des paiements annuels pour les projets de logement social admissibles, selon les exigences historiques en matière de financement de ces projets. Les revenus fédéraux appuyant ces paiements sont versés à la province, qui les distribue aux municipalités. Au fur et à mesure que les projets de logement social arrivent à échéance, les revenus fédéraux de soutien à l'entente diminuent. Les réductions prévues tiennent compte de la baisse des dépenses provinciales qui découlent des diminutions du financement fédéral prévu dans le cadre de l'Entente Canada-Ontario sur le logement social.

Ces économies ne modifient pas les ententes existantes avec les municipalités.

Ministère des Richesses naturelles

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Réduction du financement des immobilisations de Parcs Ontario	(0,9)	(1,2)	(1,6)	(3,7)

Le financement des immobilisations de Parcs Ontario sert à appuyer l'infrastructure comme les salles de bains et les douches, les immeubles administratifs, les systèmes d'approvisionnement en eau, les systèmes électriques, les routes, les sentiers, les quais, les tables de pique-nique et les installations de traitement des déchets. Le ministère accorde la priorité à la réfection et aux réparations du réseau de Parcs Ontario pour s'assurer que les deniers publics sont utilisés de la manière la plus efficiente possible.

Ministère du Développement du Nord et des Mines

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Économies au titre du Programme de réduction des tarifs d'électricité pour le secteur industriel du Nord	(12,8)	–	–	(12,8)

Le Programme de réduction des tarifs d'électricité pour le secteur industriel du Nord a été annoncé dans le cadre du budget de 2010 à titre de programme de trois ans, doté de 150 millions de dollars par année, qui fournirait des rabais sur le prix de l'électricité aux installations industrielles du Nord.

Le ministère prévoit une demande inférieure aux prévisions pour 2012-2013, ce qui entraînera des économies budgétaires.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Commission de transport Ontario Northland	–	(131,2)	(134,7)	(265,9)

Le ministère subventionne la Commission de transport Ontario Northland (CTON), dont les charges de fonctionnement et d'immobilisations ont augmenté dans une proportion insoutenable de 274 % depuis 2003.

Addenda au budget de l'Ontario de 2012

Comme les subventions gouvernementales consenties à cet organisme ont atteint ces niveaux insoutenables, la CTON sera dessaisie de certaines de ses activités et un modèle de gestion de rechange sera élaboré pour les services de transports essentiels dans le Nord de l'Ontario.

Les économies réalisées auprès de la CTON découleront à la fois de la fin des subventions et du fait que les charges de l'organisme ne seront plus consolidées avec celles du ministère.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Redéfinir les priorités en matière de financement de la réfection des routes du Nord	–	(0,4)	(1,8)	(2,2)

Le ministère continuera de collaborer avec le ministère des Transports afin de prioriser les travaux de réfection en se fondant sur les systèmes complets de gestion des actifs. Cela contribue à assurer la sécurité du public tout en fournissant la valeur la plus élevée possible pour chaque dollar investi. Afin de réaliser les réductions prévues, le ministère continuera sa recherche des gains d'efficacité tout en accordant la priorité aux projets de réfection.

Les chiffres du tableau ci-dessus représentent les économies budgétaires réalisées durant les trois premières années. Les investissements dans la réfection des routes du Nord seront réduits de 208 millions de dollars au cours des six prochaines années.

Cabinet du Premier ministre

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Gains d'efficacité administrative	–	(0,1)	(0,1)	(0,2)

Le Cabinet du Premier ministre réalisera des gains d'efficacité relativement à ses coûts de fonctionnement.

Ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Mise en oeuvre de compressions touchant les organismes	(0,9)	(1,9)	(1,9)	(4,7)

Le ministère réduira les subventions de fonctionnement de sept organismes de manifestations culturelles et d'un organisme d'attractions touristiques de 1 % en 2012-2013 et de 1 % supplémentaire en 2013-2014. Le financement sera ensuite maintenu à ce niveau en 2014-2015.

Les organismes de manifestations culturelles sont le Musée des beaux-arts de l'Ontario, la Collection McMichael d'art canadien, la Fiducie du patrimoine ontarien, le Centre des sciences de l'Ontario, les Jardins botaniques royaux, le Musée royal de l'Ontario et Science Nord. La Commission des parcs du Saint-Laurent est l'organisme de tourisme touché.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Gains d'efficiences au sein de la Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	(0,9)	(1,1)	(1,4)	(3,4)

La Société du Partenariat ontarien de marketing touristique (SPOMT), est un organisme du gouvernement qui collabore avec des partenaires de l'industrie du tourisme à l'échelon local et international afin de mettre en valeur l'Ontario à titre de destination touristique quatre-saisons de premier plan.

L'examen du fonctionnement interne de la SPOMT a permis de dégager des économies.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Réduction du financement versé à Luminato	(1,5)	(2,0)	—	(3,5)

Le gouvernement verse un financement à durée limitée pour soutenir le festival Luminato, mais il réduira son financement au cours des deux prochaines années et redirigera les économies ainsi réalisées vers d'autres secteurs prioritaires.

Addenda au budget de l'Ontario de 2012

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Fonds pour le développement de l'organisation de congrès	–	(0,3)	–	(0,3)

Le Fonds pour le développement de l'organisation de congrès, qui aide les villes admissibles de l'Ontario à assumer les principaux coûts qu'elles ont engagés pour attirer plus de congrès et de visiteurs, qui sont une source de revenus, a reçu du financement dans le cadre du budget de 2010. Le ministère met fin au programme un an plus tôt.

Le modèle de financement à long terme des organismes de tourisme régionaux sera établi d'ici le début de 2013-2014 et contribuera à atténuer les effets de la cessation du Fonds.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Mesures d'efficience	(0,5)	(1,5)	(12,4)	(14,4)

Le ministère prend des mesures d'efficience dans différents programmes, y compris celles qui découlent de la fusion des programmes relatifs aux sports.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Plafonnement du financement pour le renouvellement des immobilisations touristiques	–	–	(1,7)	(1,7)

Le financement du renouvellement des immobilisations soutient l'amélioration de l'infrastructure dans des sites touristiques tels que la Commission des parcs du Saint-Laurent, les Parcs historiques de la Huronie et le parc historique du Fort William. Le ministère continuera de collaborer avec les responsables des organismes et des sites pour trouver des économies et prioriser les investissements.

Les chiffres du tableau ci-dessus représentent les économies budgétaires réalisées au cours des trois premières années. Les investissements dans le renouvellement seront réduits de 21 millions de dollars au cours des six prochaines années.

Rapport sur les mesures de gestion des charges

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Fermeture partielle de la Place de l'Ontario	-	-	-	-

Le 1^{er} février 2012, le gouvernement annonçait la transformation et la revitalisation de la Place de l'Ontario. Les travaux seront terminés en 2017, juste à temps pour célébrer le 150^e anniversaire du Canada. Cette transformation nécessitera la fermeture partielle du site à compter de 2012.

La fermeture partielle de certaines installations de la Place de l'Ontario (c.-à-d. parc d'attractions nautiques, manèges et cinésphère) devrait permettre d'économiser jusqu'à 20 millions de dollars au titre des frais d'exploitation et des dépenses d'immobilisations.

Ministère de la Formation et des Collèges et Universités

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Leviers stratégiques	-	(40,0)	(81,0)	(121,0)

Le gouvernement collaborera avec le secteur postsecondaire pour accroître l'innovation et la productivité à l'appui des cibles d'efficience tout en favorisant une éducation de qualité pour les étudiants. Des détails supplémentaires seront disponibles d'ici le début de l'été.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Réduction ou annulation de bourses d'études et de subventions non essentielles	(26,7)	(27,1)	(30,4)	(84,2)

Le ministère a relevé des économies à réaliser principalement grâce à l'annulation de certaines bourses d'études dans le but de rationaliser l'aide financière aux étudiants après l'instauration du Programme de réduction de 30 % des frais de scolarité en Ontario.

En outre, les économies comprennent l'annulation de quelques subventions spéciales, dont l'élimination graduelle de la Subvention pour les petits collèges et les collèges du Nord et des régions rurales versée à certains collèges.

Addenda au budget de l'Ontario de 2012

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Élimination des bourses d'études à l'étranger et réduction de certaines subventions, dont celles versées aux établissements d'enseignement au titre des étudiants internationaux ne faisant pas d'études doctorales	(4,0)	(27,4)	(44,1)	(75,4)

Le ministère réduira le soutien indirect qu'il fournit par l'entremise de subventions de fonctionnement que le gouvernement verse aux étudiants internationaux ne faisant pas d'études doctorales. Il éliminera également des subventions versées aux établissements d'enseignement au titre des impôts fonciers pour les étudiants internationaux ne faisant pas d'études doctorales.

En outre, le gouvernement élimine les subventions visant le recrutement international et les bourses d'études à l'étranger.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Report de fonds au titre des immobilisations	(14,8)	(10,1)	(3,5)	(28,4)

Le financement des immobilisations dans les collèges et les universités sera réaligné selon les échéanciers prévus de construction et d'achèvement.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Immobilisations – Réduction du financement non encore affecté au titre de la capacité des établissements d'enseignement postsecondaire	–	–	–	–

Cette mesure représente des économies budgétaires de 164 millions de dollars au cours des six prochaines années. Ces économies découlent d'une réduction du financement non encore affecté et qui visait à accroître la capacité des établissements d'enseignement postsecondaire. Cette initiative protège le financement des projets d'expansion de la capacité des établissements d'enseignement postsecondaire annoncés en 2011. Les économies budgétaires débiteront en 2015-2016.

Ministère des Transports

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Transformation de la gestion des routes provinciales	(15,6)	(18,2)	(19,3)	(53,2)

Le ministère reprendra à son compte certains services de surveillance des contrats et d'ingénierie. Il avait sous-traité ces services au secteur privé, mais a eu de la difficulté à optimiser les ressources à cet égard : le marché limité qui existe pour ces services, en particulier dans le Nord de l'Ontario, a fait en sorte que le ministère a payé des prix supérieurs aux prix du marché ces dernières années. Le fait de reprendre ces services à l'interne permettra de réaliser des économies.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Économies réalisées par Metrolinx dans la perception des droits de transport	(1,5)	(3,4)	(3,4)	(8,3)

Metrolinx a indiqué être en mesure de mener ses activités internes de façon plus efficiente. En raison de la mise en oeuvre de la carte PRESTO, qui automatise la perception des droits de transport et le traitement connexe, Metrolinx a besoin de moins de personnel pour prendre les billets, ce qui lui permet de fournir le même niveau de service à moindre coût.

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Nouvelles priorités en matière d'expansion de routes et de projets de voies réservées aux VMO	(1,1)	(3,1)	(10,0)	(14,2)

Le ministère reporte un petit nombre de projets déjà approuvés d'expansion de routes et de voies réservées aux véhicules multioccupants (VMO). D'autres projets prévus de voies réservées aux VMO seront retardés jusqu'à ce que la situation financière permette d'aller de l'avant. Les réductions ne touchent pas les engagements relatifs à l'autoroute de Windsor-Essex, le prolongement en direction est de l'autoroute 407 et les nouvelles voies réservées aux VMO sur l'autoroute 417 à Ottawa.

Les investissements dans les projets d'expansion de routes et de voies réservées aux VMO seront réduits de 229 millions de dollars au cours des six prochaines années. Les chiffres du tableau ci-dessus représentent les économies budgétaires au cours des trois premières années.

Addenda au budget de l'Ontario de 2012

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Nouvelles priorités concernant le financement pour la remise en état des routes et GO Transit	(0,5)	(3,0)	(13,1)	(16,6)

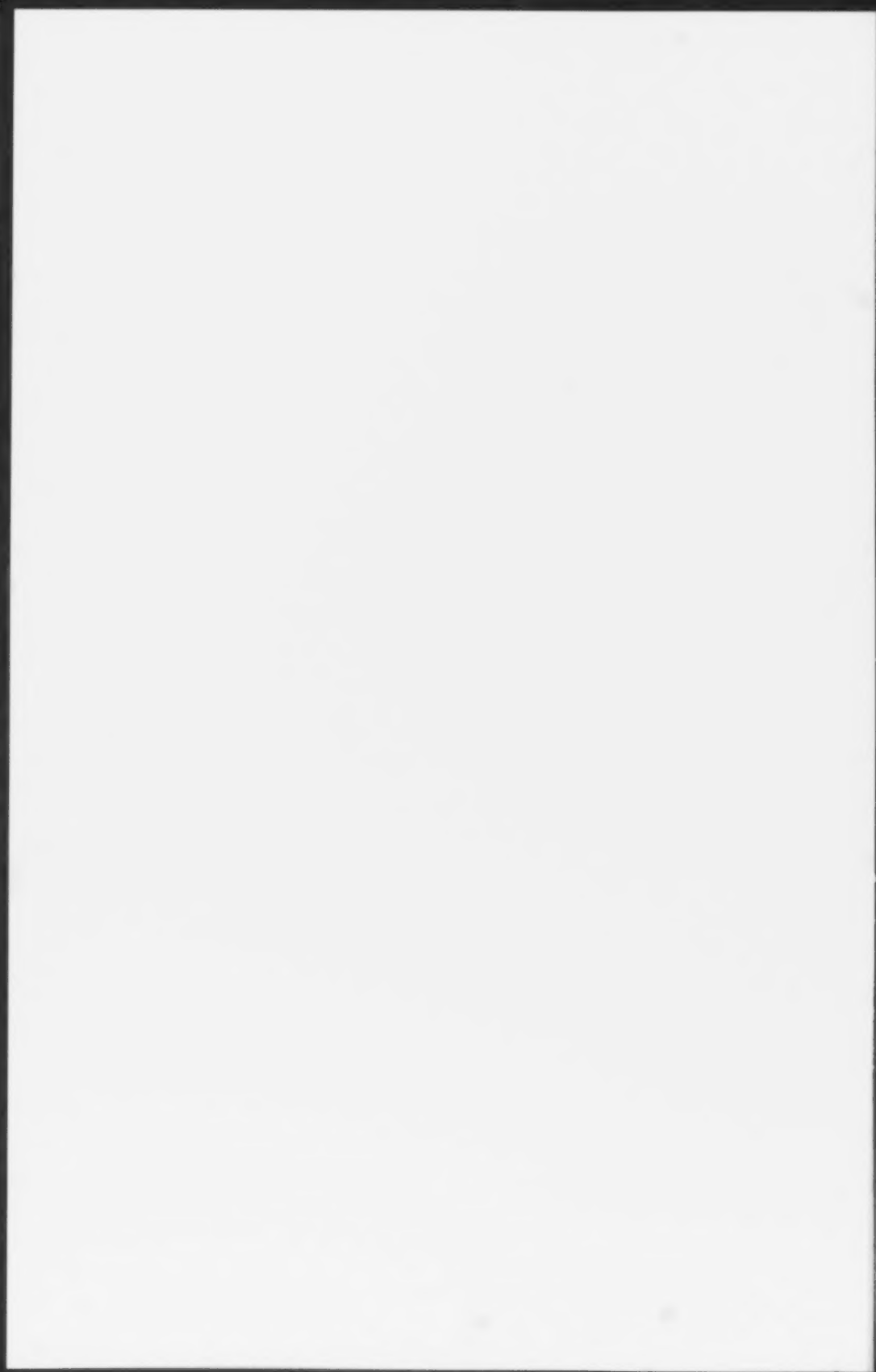
Le ministère et Metrolinx établissent la priorité des travaux de remise en état des routes provinciales et de GO Transit en se fondant sur des systèmes complets de gestion des actifs, ce qui assure la sécurité continue du public tout en fournissant la meilleure valeur possible pour chaque dollar investi. Le ministère continuera de rechercher des économies sans négliger les projets de remise en état des routes. Metrolinx passera en revue les projets relatifs à GO Transit dans le cadre de ce travail.

Les chiffres dans le tableau ci-dessus représentent les économies budgétaires qui seront réalisées au cours des trois premières années. Les investissements dans la remise en état des routes et GO Transit seront réduits de 1,4 milliard de dollars au cours des six prochaines années.

Divers ministères

(en millions de dollars)	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total sur 3 ans
Autres mesures	(12,0)	(5,9)	(2,5)	(20,5)

Parmi les autres mesures prises par divers ministères à l'échelle du gouvernement, on relève la réduction des programmes non prioritaires, la réalisation de gains d'efficience administratifs, l'élimination des programmes que les ministères ne devraient pas fournir ou la détermination de programmes que le secteur privé pourrait dispenser de façon plus efficiente.





ADDENDUM *to* **the 2012 Ontario Budget**

**REPORT ON EXPENSE
MANAGEMENT MEASURES**



For general inquiries regarding the *Addendum to the 2012 Ontario Budget: Report on Expense Management Measures*, please call:

Toll-free English & French inquiries: 1-800-337-7222

Teletypewriter (TTY): 1-800-263-7776

For electronic copies of this document, visit our website at www.ontario.ca/budget

A printed copy of this publication can be ordered:

Online at: www.serviceontario.ca/publications

By phone through the ServiceOntario Contact Centre

Monday to Friday, 8:30 AM to 5:00 PM

416 326-5300

416 325-3408 (TTY)

1 800 668-9938 Toll-free across Canada

1 800 268-7095 TTY Toll-free across Ontario

© Queen's Printer for Ontario, 2012

ISBN 978-1-4435-9274-1 (Print)

ISBN 978-1-4435-9275-8 (HTML)

ISBN 978-1-4435-9276-5 (PDF)

Ce document est disponible en français sous le titre :

Addenda au budget de l'Ontario de 2012 – Rapport sur les mesures de gestion des charges



MIX
Paper from
responsible sources
FSC® C004071

Contents

Introduction	1
Removing Overlap and Duplication	2
Overview	2
Ministry of Children and Youth Services	3
Ministry of Community and Social Services	4
Ministry of Economic Development and Innovation, Ministry of Training, Colleges and Universities, and Other Ministries	5
Ministry of Economic Development and Innovation.....	5
Ministry of Education	6
Ministry of Finance	6
Ministry of Municipal Affairs and Housing.....	7
Ministry of Tourism, Culture and Sport	7
Ministry of Transportation.....	8
More Efficient and Effective Delivery Models	9
Overview.....	9
Ministry of Children and Youth Services	10
Ministry of Community and Social Services	11
Ministry of Community Safety and Correctional Services	12
Ministry of Education	14
Ministry of the Environment	15
Ministry of Finance	16
Ministry of Government Services.....	16
Ministry of Labour.....	17
Ministry of Municipal Affairs and Housing.....	17
Ministry of Natural Resources	18

Addendum to the 2012 Ontario Budget

Ministry of Tourism, Culture and Sport	20
Ministry of Transportation	20
Various Ministries	21
Focusing on Core Business	22
Overview	22
Ministry of Aboriginal Affairs	23
Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs	24
Ministry of the Attorney General	26
Cabinet Office	26
Ministry of Children and Youth Services	27
Ministry of Citizenship and Immigration	28
Ministry of Community Safety and Correctional Services	28
Ministry of Economic Development and Innovation	29
Ministry of Education	31
Ministry of Energy	33
Ministry of the Environment	34
Ministry of Finance	35
Ministry of Government Services	35
Ministry of Health and Long-Term Care	37
Ministry of Infrastructure	41
Ministry of Municipal Affairs and Housing	42
Ministry of Natural Resources	43
Ministry of Northern Development and Mines	43
Office of the Premier	44
Ministry of Tourism, Culture and Sport	45
Ministry of Training, Colleges and Universities	47
Ministry of Transportation	49
Various Ministries	50

Introduction

This "Report on Expense Management Measures" provides a detailed list of expense management measures totalling \$4.9 billion in savings planned over the next three years. As described in Chapter I: *Transforming Public Services*, of the *2012 Budget*, these savings are planned through removing overlap and duplication, more efficient and effective delivery models, and focusing on core business. The expense management measures in this Report are grouped under three categories. The table below provides total savings for each category.

(\$ Billions)				
	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Removing Overlap and Duplication	(0.1)	(0.1)	(0.4)	(0.5)
More Efficient and Effective Delivery Models	(0.1)	(0.3)	(0.5)	(0.9)
Focusing on Core Business	(0.8)	(1.3)	(1.4)	(3.5)
Total	(1.0)	(1.7)	(2.2)	(4.9)

Note: Numbers in this table and other tables in the Report may not add due to rounding.

Removing Overlap and Duplication

Overview

The government continues to eliminate overlap and duplication wherever possible to deliver services and programs in the most efficient and effective manner. This will save public money and enhance service delivery.

Ministry of Children and Youth Services

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Closure of Bluewater Youth Centre	(0.9)	(12.9)	(13.8)	(27.6)

The government has created a dedicated youth justice system that emphasizes community-based alternatives and decreased use of custody for youth in conflict with the law. This has resulted in excess capacity in the system. As announced on March 5, 2012, the government is rationalizing the youth justice system, in part, through the closure of the Bluewater Youth Centre in Goderich, which had been operating at 26 per cent capacity. Youth have been transferred to nearby facilities as close to home as possible.

Closure will help to bring overall capacity utilization in secure-custody youth justice facilities closer to the optimal 70 per cent level, thus reducing the overall costs of operating the youth justice system while helping to avoid spending on necessary capital upgrades and maintenance.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Downsizing of Cecil Facer Youth Centre and Brookside Youth Centre	(0.4)	(6.1)	(6.4)	(12.9)

The government will rationalize excess capacity in the youth justice system, in part, through downsizing the Cecil Facer Youth Centre in Sudbury and the Brookside Youth Centre in Cobourg — both of which are operating at less than 50 per cent capacity.

The reduction will help to bring overall capacity utilization in secure-custody youth justice facilities closer to the optimal 70 per cent level, thus reducing the overall cost of operating the youth justice system.

Addendum to the 2012 Ontario Budget

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Reduce Contracted Open Custody Services	(1.9)	(3.8)	(3.8)	(9.4)

The government will rationalize excess capacity in the youth justice system, in part, by reducing the number of transfer payment agencies contracted to provide open custody services. Youth in these facilities will be supported in nearby facilities as close to home as possible.

This change will reduce the overall cost of operating the youth justice system.

Ministry of Community and Social Services

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Rationalize Central Support and Administration Functions	(3.5)	(7.0)	(7.0)	(17.6)

Rationalizing central support and administration functions across program, policy and common support services, as well as across ministries, will reduce expenditures while refocusing remaining resources on core functions and process improvements.

Ministry of Economic Development and Innovation, Ministry of Training, Colleges and Universities, and Other Ministries

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Jobs and Prosperity Fund	-	-	(250.0)	(250.0)

The government is transforming the way it delivers support to business by consolidating many of these programs into one Jobs and Prosperity Fund that will focus on supporting productivity growth and job creation in the business sector.

This is expected to result in overall savings of \$250 million in 2014-15.

Ministry of Economic Development and Innovation

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Merger of Ministry of Economic Development and Trade with Ministry of Research and Innovation	(4.0)	(4.0)	(4.0)	(12.0)

By merging the two ministries, there will be savings of \$12 million over three years, which will be used to offset other ministry pressures.

Ministry of Education

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
School Board Amalgamations	—	(10.5)	(16.7)	(27.2)

Across Ontario there are 72 district school boards, with directors of education, supervisory officers and board administrative staff.

To further reduce administrative and back-office expenses, the ministry will pursue the amalgamation of some neighbouring district boards to encourage economies of scale and allow the new boards to focus resources on student achievement.

The government will not consider merging public and separate school boards, in keeping with constitutional requirements.

Ministry of Finance

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Efficiencies in Tax Administration	(31.3)	(17.7)	(23.8)	(72.8)

As a result of the sales tax reform wind-down, effective September 1, 2011, the former Ministry of Revenue underwent a reorganization that consolidated functions and reduced full-time equivalents.

The ministry has also found additional savings as a result of organizational realignment, reductions in staff, improved efficiencies, and consolidating the former Ministry of Revenue with the Ministry of Finance. In addition, the ministry has found efficiencies in corporate tax administration.

Ministry of Municipal Affairs and Housing

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Organizational Efficiencies	(0.1)	(2.8)	(8.3)	(11.3)

The Ministry of Municipal Affairs and Housing will rationalize functions such as policy, planning, program and common support services. Measures include the consolidation of functions, discontinuation of work in some areas, process improvements and elimination of non-core functions.

Ministry of Tourism, Culture and Sport

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Transform Cultural Sector Support	(3.0)	(4.0)	(4.0)	(11.0)

The government will continue to make targeted, strategic investments through an expanded and enhanced Cultural Strategic Investment Fund. Four existing grant programs (Museum and Technology Fund, International Cultural Initiatives, Creative Communities Prosperity Fund and Cultural Strategic Investment Fund) will be integrated into one program to achieve savings and improve client services. Concentrating resources into a stronger and comprehensive fund that is open to all cultural sectors will create new and innovative projects and lead to job creation and economic growth.

In addition, the Entertainment and Creative Cluster Partnerships Fund program will sunset one year early to achieve savings from program administration.

Ministry of Transportation

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Redesign Electric Vehicles Programs	(14.8)	(18.3)	(10.0)	(43.1)

The Province provides two initiatives to support the adoption of electric vehicles (EVs) in Ontario. The Electric Vehicle Incentive Program provides incentive payments to consumers purchasing EVs. The Electric Vehicle Charging Infrastructure initiative supports the establishment of charging infrastructure for EVs. The EV incentive program has had lower-than-expected uptake. The two initiatives will be combined to improve effectiveness and efficiencies.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Ministry-Wide Service Delivery Efficiencies	(2.4)	(3.1)	(3.9)	(9.4)

The ministry provides transportation services, fleet acquisition and maintenance across the Ontario Public Service (OPS) through the OPS Fleet Management Centre.

Due to the work of the Fleet Management Centre in building economies of scale for management of fleet assets, the ministry is now in a position to achieve savings while continuing to provide the same level of service.

More Efficient and Effective Delivery Models

Overview

The government is committed to reviewing programs to determine if the way programs and services are delivered is as effective and efficient as possible. Often, alternative methods of delivery can save money while delivering better service for the people of Ontario.

Ministry of Children and Youth Services

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Phased Closure of Thistleton Regional Centre	(2.1)	(4.8)	(4.8)	(11.7)

The delivery of social services has evolved from being directly funded and administered by the Province to a more decentralized model where municipalities, broader public-sector partners and non-profit organizations deliver services. The phased closure over two years of the Thistleton Regional Centre is consistent with the goals of the government's Comprehensive Mental Health Strategy in creating a more responsive and integrated children's mental health system within communities.

The government will work with community organizations to ensure that high-quality services are available in the community. Savings will be achieved through a reduction in administrative and support costs.

Ministry of Community and Social Services

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Reform the Community Start-Up and Maintenance Benefit (CSUMB) and Home Repairs Benefit	(16.2)	(70.6)	(75.7)	(162.5)

The Community Start-Up and Maintenance Benefit and Home Repairs Benefit will be removed from social assistance, with housing supports delivered as part of the Long-Term Affordable Housing Strategy. This will result in a better-coordinated service delivery system; more responsive planning and programming based on local needs; and improved cost-effectiveness, with a reduction in unnecessary jurisdictional overlap.

Providing low-income individuals and families with access to supports locally without their having to be eligible for social assistance will contribute to a lower "welfare wall." Providing fewer benefits within social assistance will help simplify rules and support program integrity and long-term sustainability.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Cap Health and Non-Health-Related Benefits in Ontario Works	(14.1)	(20.0)	(21.2)	(55.3)

Provincial-municipal cost-sharing for Ontario Works discretionary benefits is currently determined through a formula that caps provincial cost-sharing of non-health-related discretionary benefits at \$8.75 per case, but has no cap for health-related discretionary benefits.

Replacing this formula with a \$10 per case cap that applies to both health- and non-health-related discretionary benefits would reduce costs in the short term and help control cost growth over the long term. This would result in a revised funding arrangement with municipalities for the provision of discretionary social assistance benefits.

Ministry of Community Safety and Correctional Services

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Closure of Correctional Facilities (Update of 2011 Announcement)	(19.9)	(96.0)	(116.7)	(232.6)

Ontario continues to modernize the province's aging correctional system to provide more inmate capacity and get better value for taxpayers. A major component of this process is to close older, less efficient jails and transfer inmates to new correctional facilities such as the Toronto South Detention Centre/Toronto Intermittent Centre and South West Detention Centre.

The government is closing inefficient prisons in Owen Sound, Walkerton, Brantford, Chatham and Sarnia, and will proceed with undertaking the full closure of the Toronto West Detention Centre.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Operating Savings Resulting From Vacating Outdated Facilities	(1.6)	(4.8)	(10.1)	(16.5)

The government is vacating outdated facilities that will no longer be required as operations shift to new facilities such as the Toronto South Detention Centre and the Forensic Services and Coroner's Complex.

Vacating outdated facilities will enable the ministry to generate savings related to leasing, maintenance, utilities and other costs.

Vacating outdated facilities is consistent with the government's strategy to modernize infrastructure and vacate older, less efficient space.

Report on Expense Management Measures

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Private Security Transformation	-	(2.0)	(2.0)	(4.0)

The Private Security and Investigative Services Branch (PSISB) regulates the private security industry in Ontario. The PSISB is responsible for licensing the private investigative services and security guard industries, including compliance and enforcement activities.

Processing applications and producing licences are not legislative obligations for the PSISB and could be better provided through another service delivery model, realizing efficiencies.

The government is modernizing existing customer service-related operations through the use of alternate service providers such as ServiceOntario. This initiative will improve the customer experience by providing reliable and more accessible services to the private security industry in Ontario. A partnership would enable the reallocation of resources to policy development, compliance and enforcement.

This strategy is geared towards service delivery transformation, resulting in improved services at a lower cost.

Ministry of Education

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Underutilized Schools	-	(43.7)	(72.5)	(116.2)

Declining enrolment and population changes have led to underutilization of some of the province's schools. The government has provided all school boards with significant increases in resources over the past eight years.

To encourage efficiency, the government will reduce incentives in the education funding formula that facilitate the continued operation of underutilized school sites where other options exist. These changes will begin in the 2013-14 school year to allow boards time to work with their communities to ensure a smooth transition.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Cap on Successful Secondary Credits	-	(13.9)	(22.0)	(35.9)

A cap on successful secondary credits will reduce the sizable number of students who return for a fifth year of high school after earning their Ontario Secondary School Diploma, by motivating them to plan courses appropriately while allowing them to seek additional or upgraded credits. This approach strikes a balance between flexibility for students and the need for sustainability.

To allow students adequate time to plan, the credit cap will come into effect in September 2013. The government will work with its partners in the school system to ensure that the credit cap is implemented fairly and with minimal disruption. Schools will continue to offer programs that allow students to customize their education to their individual strengths and encourage graduation.

Report on Expense Management Measures

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Student Transportation	(6.6)	(9.4)	(18.3)	(34.3)

The government is committed to ensuring that students are transported to and from schools in a safe, timely and cost-effective manner. The Ministry of Education has worked with school boards on student transportation reform initiatives involving the development of transportation consortia, adoption of best business practices, and raising management capacity to deliver safe, effective and efficient transportation services.

The ministry will continue to work with school boards and the industry to achieve savings through the implementation of competitive procurement processes and other measures that encourage operators to adopt more efficient practices, while ensuring that student transportation safety is maintained and student needs are met.

Ministry of the Environment

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Proposed Drive Clean Office Transfer to a Delegated Administrative Authority Model	—	—	(11.0)	(11.0)

The Drive Clean Office is responsible for the management and administration of Drive Clean, Ontario's mandatory vehicle-emissions inspection and maintenance program.

Drive Clean has been operating since 1999, and over four million vehicles are tested annually. As it is a mature program that fully recovers its operating costs through revenue, Drive Clean is a proposed candidate for delivery through a Delegated Administrative Authority (DAA) model.

As a DAA, Drive Clean would be fully funded by its own revenue, eliminating the need for funding from the ministry.

Ministry of Finance

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Financial-Hardship Unlocking Reform	(2.5)	(2.6)	(2.7)	(7.8)

The government has completed the administrative review of the financial-hardship unlocking program announced in the *2011 Budget*, and intends to restructure the program to create a simpler, more streamlined process to access locked-in funds.

Consistent with the one-step application procedure for federally regulated locked-in accounts, consent of the regulator will no longer be required to withdraw money for reasons of financial hardship. Instead, applicants would be able to request withdrawals directly from their financial institutions, based on a simplified process.

Ministry of Government Services

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Move Towards Self-Insurance for the General and Roads Liability Protection Program	(2.1)	(2.1)	(2.1)	(6.4)

The government pays \$2.1 million annually for insurance coverage related to the General and Roads Liability Protection Program, to respond to a variety of potential liability claims between \$5 million and \$20 million made against the Crown. No claims have been paid under this policy since its inception in 2003.

Based on a balance of risk relative to cost, the government will move towards full self-insurance and the policy will not be renewed in 2012-13.

Ministry of Labour

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Greater Workload Flexibility at the Ontario Labour Relations Board	—	(0.2)	(0.4)	(0.6)

The Ontario Labour Relations Board (OLRB), an independent adjudicative tribunal, will make the transition to part-time board members, creating greater flexibility in managing workloads. This change is anticipated to reduce wait times to schedule hearings, as well as allow the board to reach out to the broader legal community for additional members.

Ministry of Municipal Affairs and Housing

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Ending Provincial Enforcement Role in Residential Rental Maintenance Standards Enforcement	—	—	(0.1)	(0.1)

The ministry is ending the Province's enforcement role for property maintenance standards. Most Ontario municipalities already have bylaws to address residential rental maintenance standards enforcement. Municipalities without property standards bylaws would be encouraged to assess local needs to determine whether bylaws are required and, if so, to establish bylaws and enforcement capability. This change is intended to achieve consistency across all municipalities. In the past six years, only 49 of the 164 municipalities with no bylaws or partial coverage have had inspections within their boundaries, and only three of those have had average yearly inspection fees greater than \$1,000.

Ministry of Natural Resources

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Streamlining Approvals Process	(2.1)	(2.6)	(6.5)	(11.1)

The ministry has reviewed its legislative requirements, business lines and delivery structure. As a result, it has developed a three-year plan to transform, refocus and reshape its role in natural resources management, as well as supporting economic growth and job creation.

New legal requirements for permitting, licensing, and the stewardship of Crown land and resources are proposed as part of the *Budget*.

These legislative amendments would change requirements, business lines and delivery structures within the ministry to:

- enable a shift to permit by rule rather than individual authorizations;
- empower the Minister of Natural Resources to delegate approval to third parties; and
- adjust the frequency or scale of future resource planning activities.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Operational Delivery Transformation	(5.0)	(12.0)	(36.5)	(53.6)

Over the next three years, the ministry will modernize its operations for individuals and businesses. This modernization effort will ensure that Ontario's abundant and valuable natural resources are protected for future generations.

The ministry will move away from detailed review and approval of site-specific activities, and deliver its services on larger geographic scales. It will provide resource management decisions, compliance and enforcement, monitoring and assessment using a new risk-based approach. Some stocked fishing and park-based recreational activities will be reduced to support other fish and wildlife management and recreational priorities.

Report on Expense Management Measures

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Stewardship and Partnership Funding Reduction	(2.9)	(4.4)	(4.4)	(11.6)

The ministry is developing a new model to support stewardship delivery and partnerships. The model will reorient ministry stewardship assistance away from direct staff support to stewardship incentives and grants focused on achieving government priorities and enabling partnerships that support biodiversity conservation. In addition, the ministry will focus on reducing its involvement where other stewardship-related organizations are already active, thus reducing duplication and overlap.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Science and Information Rationalization	(0.6)	(3.2)	(7.5)	(11.2)

Science and information functions will continue to be delivered in the ministry, with a stronger focus on ecosystems than on individual species, and in a smaller, more consolidated organization.

Consistent with the changes in field delivery approaches and technology-enabled advances in science and monitoring, the ministry will:

- re-engineer existing resource monitoring and applied research programs consistent with a risk-based approach; and
- focus applied research and resource monitoring activities on ecosystems and move away, where appropriate, from ongoing individual species-related activities.

Ministry of Tourism, Culture and Sport

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Ontario Travel Information Centre Closures	(0.3)	(1.5)	(1.5)	(3.3)

The government will realign its tourism marketing services by focusing on online travel marketing activities to meet consumers' travel research preferences through a major redevelopment of its tourism information website, call centre and brochure distribution service.

Visits to the Province's Ontario Travel Information Centres have dropped by half in the last decade, as travellers adopt a self-service approach and increasingly rely on the Internet to undertake their tourism research. Closing seven Centres with low and declining visitation will allow savings to be redirected to providing consumers with the tools and information they demand to make their travel decisions.

Ministry of Transportation

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Streamline Transportation Funding	(2.0)	(2.4)	(107.4)	(111.8)

The ministry delivers programs to support sustainable transportation across Ontario. These programs include environmental assessment activities, transit initiatives and support for the Ontario Highway Transport Board (OHTB), which regulates and oversees intercity bus transportation.

The ministry is reviewing Ontario's intercity bus regulatory regime to achieve greater efficiencies; innovative approaches to the next steps in planning the proposed high-speed rail link between Windsor and Quebec City; and other transit initiatives to achieve greater value for money.

Report on Expense Management Measures

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Streamline Road-User Safety Programs	—	(1.4)	(2.7)	(4.1)

The ministry delivers a variety of programs related to support for road-user safety. Many of these are peripheral to the ministry's core business. For example, it currently conducts demerit-point interviews for drivers who accumulate nine demerit points on their driving record. These interviews are to determine the appropriate course of action for such drivers, but few drivers are suspended after the interview. Reducing support for programs like this will allow the ministry to focus its road-user safety efforts on its core commitments.

Various Ministries

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Other Ministry Measures	—	(1.5)	(0.7)	(2.1)

Other ministry measures include pursuing alternative delivery methods and other actions to ensure that programs and services are delivered as effectively and efficiently as possible.

Focusing on Core Business

Overview

Focusing on core business means scaling back on non-priority programs, eliminating programs that the government should not be delivering and identifying programs that the private sector could deliver more efficiently. Some of the choices are difficult. But a dollar saved through refocusing from non-core priorities is a dollar that could be used on health care, education or job creation measures, or to help balance the budget.

Ministry of Aboriginal Affairs

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
New Relationship Fund Reduction	—	(0.5)	(0.4)	(0.9)

The government assists First Nations/Métis to develop expertise and capacity related to land and resource issues. Total funding is \$14.5 million.

The government will focus on achieving tangible outcomes in the most critical priority areas through the Fund. Although the overall Fund will be reduced, funding for key consultation activities will remain at current levels.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Participation Fund Reduction	—	(0.5)	(0.4)	(0.9)

The government supports First Nations/Métis organization participation in bilateral processes and community development related to socioeconomic priorities, community-identified needs and youth initiatives. Although funding to this program will be reduced, the ministry continues to work with organizations to build strong and effective capacity and economic development opportunities in First Nations/Métis communities.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Administrative Efficiencies	—	(0.5)	(0.5)	(1.0)

The ministry has reviewed its overall administrative requirements and identified opportunities to achieve operational efficiencies by constraining its spending in the areas of services, supplies and equipment.

Service costs will decrease by reducing the number of planned information technology projects and relying less on purchased services.

Addendum to the 2012 Ontario Budget

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Aboriginal Community Capital Grants Program Reduction	—	(0.5)	—	(0.5)

This program promotes community, economic and business development in Aboriginal communities and organizations through supporting the construction of capital infrastructure as a foundation for community capacity building and business initiatives. This program has delivered approximately \$27 million in project funding to Aboriginal communities and organizations through over 100 major and minor capital projects in the past decade.

Funding to this program will be reduced for one year. It is anticipated that overall impacts will be minimal, given the planning cycle related to capital projects.

Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Rethinking Business Risk Management Programs	—	(19.8)	(20.0)	(39.7)

Business Risk Management Programs provide income stability to Ontario's farmers. These programs are demand driven, with expenditures that can fluctuate from year to year depending on commodity prices.

Given the Province's fiscal challenges, the Ontario government will work with farmers to redesign these programs to focus on supporting productivity while capping the overall program at a sustainable level to manage taxpayer exposure and leverage federal dollars.

Report on Expense Management Measures

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Modernizing Research and Innovation Programs	-	-	-	-

The ministry's research and innovation programs can be modernized to intensify their focus on consumer, market and economic outcomes in partnership with governments, industry and academia. Modernization will help provide cost avoidance of up to \$30 million arising from deferred maintenance in existing research facilities.

The ministry plans to better support industry and consumer needs by moving products from research to commercialization sooner and bringing more value-added products to the marketplace, as has been done with Omega-3 eggs and nutritionally enhanced milk.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Administrative and Service Delivery Efficiencies	-	(3.0)	(5.4)	(8.4)

The ministry plans to undertake several internal reviews to enhance productivity.

Potential areas for review include a comprehensive look at how services are delivered, transfer payment accountability, and the operations of Agricorp. As a result, the ministry expects to improve efficiency of service delivery.

Ministry of the Attorney General

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Capital Asset Management Strategy	-	-	-	-

The government will pursue a new strategy to meet the long-term infrastructure requirements of maintaining Provincial courthouses.

The intent of a new capital strategy for courthouses is to maintain sustainability beyond 2014-15 by exploring new opportunities that include alternative strategies for constructing courthouses (e.g., partnering with developers to build shared space) and reviewing existing facilities.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Efficiency Measures	(15.3)	(38.9)	(62.7)	(116.9)

The ministry is undertaking a variety of efficiency measures across various programs to generate savings and improve outcomes.

Cabinet Office

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Review of Core Services, Processes and Procedures	-	(0.7)	(0.5)	(1.2)

Cabinet Office will review its core services, processes and procedures in 2012-13 to achieve greater efficiencies in future operating costs.

Ministry of Children and Youth Services

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Containing Child Protection Costs through Transformation	(16.0)	(16.2)	(16.2)	(48.4)

Building on transformation to date, the government is working with children's aid societies and the Commission to Promote Sustainable Child Welfare. The goal of this work is to find creative solutions to further improve the delivery of services to protect children, while containing costs through agency amalgamations; back-office consolidations; shared service delivery; developing a new funding model; establishing new approaches to accountability and outcome management; and improving service and financial management through implementation of the Child Protection Information Network.

This transformation will support children's aid societies as they manage costs while continuing to provide services that protect children.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Implementation of a Staged Increase to the Ontario Child Benefit	—	(87.4)	8.4	(79.0)

The maximum benefit level provided through the Ontario Child Benefit (OCB) will be increased in two stages, from \$1,100 to \$1,210 on July 1, 2013 and then to \$1,310 on July 1, 2014.

This meets the government's commitment to increase the maximum annual per-child benefit level to \$1,310. This increase will extend benefits to an additional 90,000 children in 46,000 families. This is a slower increase to the OCB than the government hoped for or planned.

Ministry of Citizenship and Immigration

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Ensuring Sustainable and Effective Newcomer Programs	-	-	(1.7)	(1.7)

The government provides language training and newcomer settlement through its immigration programs and will seek efficiencies within these services to achieve savings, while minimizing the impact on client services.

Ministry of Community Safety and Correctional Services

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Savings Measures	(12.1)	(23.3)	(32.0)	(67.4)

The efficiency measures and savings targets form part of the ministry's plan, which includes the reallocation of funding to ensure the sustainability of core programs.

These measures will enable the ministry to optimize efficiency with existing resources, without adversely affecting service delivery.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Overtime Reduction	(3.5)	(3.5)	(3.5)	(10.5)

The government is working with its partners to reduce overtime costs in Correctional Services and the Ontario Provincial Police (OPP) for correctional officers, operational managers and uniformed OPP officers.

Report on Expense Management Measures

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Extend OPP Cruiser Mileage Replacement	-	-	(2.0)	(2.0)

The ministry will explore the potential financial savings of any change in OPP fleet management policy. At a minimum, the government will evaluate operating costs, capital costs, and revenue generated from the sale of vehicles after their useful police life. Savings may also be realized through other related efficiencies created through improved engineering and technology (e.g., fuel efficiency).

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Efficiency Measures	(9.0)	(35.8)	(54.8)	(99.6)

The ministry is undertaking a variety of efficiency measures across various programs to generate savings and improve outcomes.

Ministry of Economic Development and Innovation

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Ontario Research Fund — Research Infrastructure and Research Excellence	-	-	-	-

The Ministry of Economic Development and Innovation is capping funding under the operating and capital components of the Ontario Research Fund (ORF).

A cap on the ORF program would not yield savings but would provide greater flexibility to continue matching federal awards to invest in research infrastructure and ensure the continuation of the program. This would allow the government to continue funding large-scale, transformational research at Ontario's universities, hospitals and research institutions.

Addendum to the 2012 Ontario Budget

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Restrict Contract Extensions for Next Generation of Jobs Fund	(10.0)	(38.1)	(9.0)	(57.1)

The ministry is not extending Next Generation of Jobs Fund (NGOJF) contracts. Most contracts are five years in duration, and contract extensions have been provided in the past when projects were delayed at start-up as a result of unforeseen circumstances or because of the recession. Not extending further contracts would yield savings of approximately \$57 million over three years.

The NGOJF was launched in 2008 as a \$1.15 billion fund supporting research, development and commercialization in innovative industries and attracting new investments in strategic areas of Ontario's economy. The program stopped accepting applications in December 2009.

As some companies are currently not expecting to meet their investment commitment in the period specified in the contract, they will not be able to claim the full grant amount allowed under the contract.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Reduce Funding to Transfer Payment Recipients	(2.0)	(18.3)	(5.0)	(25.3)

Since 2003, the government has supported businesses and programs in research and innovation. The ministry is scaling back funding in selected transfer payments, including the Commercialization and Innovation Network Support.

This initiative would provide savings of approximately \$25 million over three years.

Ministry of Education

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Continuing Existing Savings Measures in the Grants for Student Needs	-	-	-	-

Savings measures related to school board funding for classroom computers (implemented in 2009-10) and staff professional development (implemented in 2009-10 and 2011-12) will be maintained. The continuation of savings measures already in place avoids \$121 million in costs over three years in a manner that does not jeopardize advances in student achievement.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Reductions to Low-Impact Grants	(30.0)	(38.5)	(38.5)	(107.0)

Opportunities have been identified to reduce or eliminate discretionary grants to school boards provided through the Education Programs — Other transfer payment. This measure impacts non-core programs, programs with other potential funding sources, and programs where impacts can be mitigated through related programs and initiatives. Reductions will be applied to funding for special projects and to grants provided to third parties for delivering programs that support ministry initiatives.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Reductions to Ministry Administration	(5.8)	(5.8)	(5.8)	(17.4)

The 2011 Budget announced efforts to make public services more effective and improve value for money by consolidating programs, services and other administrative functions, including savings of \$5 million per year from the Ministry of Education.

Addendum to the 2012 Ontario Budget

The 2012 Budget provides an additional \$5 million in annual administrative savings from the ministry, as well as a 2.5 per cent reduction in the transfer payment to the Education Quality and Accountability Office. By exploring ways to increase efficiencies, the ministry expects to further lower its operational costs without affecting its ability to deliver programs and fulfil commitments.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
School Facility Operations and Renewal Grant Update	(8.1)	(12.2)	(11.7)	(32.0)

Savings will be realized by updating benchmarks to reflect the current age and size of schools. These savings will be reallocated to fund school renewal projects, to support higher construction costs in some regions since the benchmark was last updated.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Program Enhancement Grant	(15.8)	(25.1)	(25.1)	(65.9)

The Program Enhancement Grant currently provides school boards with flexible funding to enrich existing programs or offer new programs. The grant will be discontinued, with \$20 million reallocated to the Education Programs – Other transfer payment to support outdoor education. School boards may continue to offer programs previously funded by the Program Enhancement Grant by internally reallocating funds.

Report on Expense Management Measures

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Curriculum and Teaching Specialists	(21.8)	(34.6)	(34.6)	(91.1)

Since 2002-03, school boards have hired an additional 656 curriculum and teaching specialist full-time equivalents (FTEs) to help implement board improvement plans. A reduction in the number of funded positions for curriculum and teaching specialists will be implemented for the 2012-13 school year.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Reduce Unallocated Capital Funding for Schools	—	—	—	—

This savings measure represents a \$75 million reduction in capital grants to school boards over the next six years, with fiscal savings of \$2 million. This protects funding to support full-day kindergarten. Fiscal savings begin in 2015-16.

Ministry of Energy

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Reduction in Operating Expense through Internal Efficiencies	—	(1.9)	(1.2)	(3.1)

The ministry is pursuing internal efficiency measures to reduce program administration costs.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Ontario Clean Energy Benefit Cap of 3,000 kWh per Month	(170.0)	(200.0)	(100.0)	(470.0)

The Ontario Clean Energy Benefit (OCEB) provides residential, farm, small business and other small users with a benefit equal to 10 per cent of the total cost of electricity on their bills, including tax, effective from January 1, 2011 to December 31, 2015.

Addendum to the 2012 Ontario Budget

The *2012 Budget* proposes a monthly 3,000 kilowatt-hour (kWh) eligibility cap on payments made under the OCEB. This balanced approach would continue to provide the full 10 per cent benefit to almost all residential customers, while capping the benefit to the largest users.

Ministry of the Environment

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Waste Program	(1.7)	(3.5)	(3.5)	(8.7)

The ministry has funding to manage hazardous wastes through a new grant program under the Selected Household Hazardous Waste Initiative.

Funding was allocated to support the collection and management of some selected wastes through retail locations, such as pharmacies. The ministry is working on options for continued management of these wastes at a reduced cost.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Water Opportunities and Water Conservation Act Savings	(7.4)	(3.0)	—	(10.4)

As part of the *2011 Budget*, the ministry announced funding of \$30 million over three years to support the *Water Opportunities and Water Conservation Act, 2010*, including community demonstration projects, municipal water sustainability planning, and education and public awareness.

The municipal water sustainability planning support was intended to help municipalities offset the costs of developing these plans. However, regulation requiring municipalities to develop these plans is not in place and funding is not expected to flow to municipalities. Consequently, the ministry will refocus these resources on other government priorities.

Ministry of Finance

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Ontario Municipal Partnership Fund Reduction	(41.0)	(58.0)	(61.0)	(160.0)

The government will continue to honour its commitment regarding the uploads agreed upon through the Provincial-Municipal Fiscal and Service Delivery Review (PMFSDR). Also, consistent with the PMFSDR agreement, the government will phase down the Ontario Municipal Partnership Fund to \$500 million by 2016.

Ministry of Government Services

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
ServiceOntario Savings	—	(9.1)	(7.7)	(16.8)

ServiceOntario is pursuing savings by continuing to modernize operations and shift customers to less expensive online services.

This item does not include potential efficiencies related to any future public-private partnership.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Government Services Savings	(12.2)	(26.3)	(43.9)	(82.3)

The ministry will restructure internally to focus on core business deliverables.

This will be achieved by streamlining and reorganizing operations, as well as reducing discretionary spending on training, supplies and travel.

Addendum to the 2012 Ontario Budget

(\$ Millions)	2012-13	2013-14 -	2014-15	3-year total
I&IT Savings Due to Reductions in the Major Applications Portfolio Strategy	(13.6)	(14.3)	-	(28.0)

The Major Applications Portfolio Strategy (MAPS) provides funding for modernizing the highest-risk I&IT applications across the Ontario Public Service (e.g., the Ministry of Community and Social Services' Social Services Solutions Modernization Strategy, and the Ministry of Children and Youth Services' Child Protection Information Network). The initiative will sunset in March 2014.

As MAPS winds down, some projects have been completed for less than their estimated budgets. Since no new MAPS projects will be approved, savings will be realized.

Ministry of Health and Long-Term Care

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Drug Programs: Savings from the Ontario Public Drug Programs	(100.0)	(100.0)	(100.0)	(300.0)

The Ontario Drug Benefit (ODB) program provides funding for pharmaceutical products for Ontarians aged 65 and older, residents of long-term care homes and homes for special care, recipients of professional home care services and recipients of the Trillium Drug Program. Expenses in the Ontario Public Drug programs have been growing by 5.2 per cent annually since 2003-04.

These savings reflect the multi-year impact of lower-than-expected drug program spending in 2011-12.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Drug Programs: Income Testing for High-Income Seniors	-	-	(30.0)	(30.0)

The ODB for seniors is a universal program: all seniors except for those with the lowest incomes are eligible for the same benefits regardless of income. This means that someone with an annual income of \$300,000 gets the same benefits as someone with an income of \$30,000 per year.

To improve the fairness of the program, high-income seniors will pay a new income-tested deductible, which will increase gradually with income. This change will be effective beginning August 2014. Savings in the program will be achieved as high-income seniors pay a larger share of prescription drug costs now covered by the ODB. About five per cent of senior ODB recipients will be paying more under this change.

Addendum to the 2012 Ontario Budget

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
OHIP – Out-of-Country/Out-of-Province Savings	(35.6)	(29.0)	(29.0)	(93.6)

Ontario currently has a prior-approval program in place for Ontarians requesting health services outside Canada. Ontario has signed interprovincial hospital billing agreements with all provinces and territories. Hospital services provided by other provinces/territories to Ontario residents are reimbursed by Ontario. There are no charges to the patient when insured services are provided in a publicly funded hospital.

Savings will be achieved through more efficient management of the program.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Long-Term Care Homes: Savings From Lower-than-Expected Long-Term Care Homes Spending	(70.0)	(70.0)	(70.0)	(210.0)

Long-term care (LTC) homes provide care and services for people who are no longer able to live independently in their own homes, and who require 24-hour personal care, support and supervision.

These savings represent the multi-year impact of lower-than-expected long-term care home spending in 2011-12.

Report on Expense Management Measures

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Capital: Cancel/Re-scope Selected Major Hospital Projects Not Yet Under Construction	—	(0.3)	(1.2)	(1.5)

Capital funding enables health care service delivery through investments in infrastructure for hospitals, community care and long-term care homes. This savings measure includes cancellation of four previously announced major hospital projects and re-scoping of two others. None of these projects is under construction.

The previously announced major hospital projects to be cancelled are West Lincoln Memorial Hospital Redevelopment; Sunnybrook Health Sciences Centre — Replace Hemodialysis Unit; South Bruce Grey Health Centre (Kincardine) — Emergency and Ambulatory Project; and Wingham and District Hospital — Phase 1 Ambulatory and Inpatient Project.

The two projects to be re-scoped are Brockville General Hospital — Mental Health/Complex Continuing Care/Rehab — Phase 2; and St. Thomas Elgin General Hospital — Emergency, Ambulatory and Mental Health Project.

The figures in the table above represent fiscal savings in the first three years. This savings measure will result in reduced borrowing of \$570 million over six years.

The ministry is engaged in efforts to plan for an appropriate and sustainable level of capital investment in the hospital and community sectors. During the short term, contractual obligations for major hospital projects limit flexibility. However, longer-term planning will reflect efforts to shift delivery of appropriate services to the community setting.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Agency Efficiency	(14.1)	(14.1)	(14.1)	(42.2)

The ministry will require all classified agencies to find efficiency savings by reducing their administrative costs. Classified agencies that receive more than \$5 million in ministry funding will be given a five per cent constraint to their administrative expense allocation, and all other classified agencies that receive less than \$5 million will see a two per cent cut to this allocation. This initiative will result in annual savings of \$14.1 million, beginning in 2012-13.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Clinical Education	(13.5)	(14.2)	(15.0)	(42.8)

The Province is committed to working with its partners to continually improve the quality of medical education and demonstrate results to citizens. The government also provides various streams of funding to support the expansion of community-based medical education.

The government will achieve savings by reducing per-resident funding to medical schools to reflect the amount required to support quality health outcomes from new professionals. Funding for indirect teaching costs will also be reduced.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Other Ministry Savings	(37.7)	(33.9)	(106.3)	(178.0)

The goal of reforms under Ontario's Action Plan for Health Care is to achieve better patient care through better value from health care dollars. This will be achieved through reallocating funding to areas of greatest value. As a result, programs with historical underspending or discretionary funding are being right-sized to achieve additional savings.

Ministry of Infrastructure

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Refocusing Federal-Provincial Projects	(59.8)	(29.1)	(12.4)	(101.3)

The ministry proposes to use funding from other parts of the provincial capital plan to leverage federal funding for priority projects under the federal Building Canada Plan.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Renewal Investment in Government Buildings	(6.8)	(13.2)	(74.4)	(94.4)

The ministry will reduce investments for the ongoing capital repair and upgrade of government buildings.

Ministry of Municipal Affairs and Housing

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
End the Dr. Albert Rose Bursary	(1.2)	(1.2)	(1.2)	(3.5)

The Dr. Albert Rose bursary was established to provide one-time support for postsecondary students living in social housing. Ending this bursary will not affect the support provided to current bursary recipients.

Through the introduction of the 30% Off Ontario Tuition grant in January 2012, the government is providing eligible students with financial support. The elimination of the Dr. Albert Rose bursary is consistent with the government's approach to streamline student financial assistance.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Social Housing Transfer Reductions	—	(3.8)	(11.2)	(15.0)

Under the Canada–Ontario Social Housing Agreement (SHA), municipalities receive annual payments for eligible social housing projects, based on the historical funding requirements for those projects. The federal revenue to support these payments is provided to the Province and the Province flows the funding through to municipalities. As social housing projects mature, federal revenue to support the SHA declines. Scheduled reductions reflect the decrease in provincial expense as a result of decreases in projected federal funding.

These reductions do not alter the existing agreements with municipalities.

Ministry of Natural Resources

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Reduce Capital Funding for Ontario Parks	(0.9)	(1.2)	(1.6)	(3.7)

Ontario Parks capital funding is used to support infrastructure such as washroom and shower facilities, administrative buildings, water systems, electrical systems, roads, trails, docks, picnic tables, and waste disposal facilities. The ministry is prioritizing rehabilitation and repairs to the Ontario Parks system to ensure the most efficient use of public funding.

Ministry of Northern Development and Mines

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15 ^a	3-year total
Northern Industrial Electricity Rate Program Savings	(12.8)	—	—	(12.8)

The Northern Industrial Electricity Rate Program was announced as part of the *2010 Budget* as a three-year, \$150 million per year program that would provide electricity price rebates to northern industrial facilities.

The ministry is projecting lower-than-expected demand for 2012-13, resulting in fiscal savings.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Ontario Northland Transportation Commission	—	(131.2)	(134.7)	(265.9)

The ministry provides a subsidy to the Ontario Northland Transportation Commission (ONTC) to support its operating and capital expenses, which have risen by an unsustainable 274 per cent since 2003.

With government subsidies to the agency rising to these unsustainable levels, some parts of the ONTC will be divested and an alternative business model will be developed for key transportation services in northern Ontario.

Savings associated with the ONTC will result from a combination of no longer subsidizing the ONTC and its expenses no longer being consolidated with the ministry's expenses.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Reprioritize Northern Highways Rehabilitation Funding	—	(0.4)	(1.8)	(2.2)

The ministry will continue to work with the Ministry of Transportation to prioritize rehabilitation work based on comprehensive asset management systems. This helps ensure continued public safety while delivering the greatest value for each dollar invested. The ministry will continue to seek efficiencies while prioritizing rehabilitation projects to achieve the reductions.

The figures in the table above represent the fiscal savings in the first three years. Investments in northern highways rehabilitation will be reduced by \$208 million over the next six years.

Office of the Premier

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Administrative Efficiencies	—	(0.1)	(0.1)	(0.2)

The Office of the Premier will achieve efficiencies in operating costs.

Ministry of Tourism, Culture and Sport

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Implement Constraints on Agencies	(0.9)	(1.9)	(1.9)	(4.7)

The ministry will reduce seven cultural attraction agency operating grants and one tourism attraction agency operating grant by one per cent in 2012-13, and by a further one per cent in 2013-14 and ongoing for 2014-15.

The cultural attraction agencies are the Art Gallery of Ontario, McMichael Canadian Art Collection, Ontario Heritage Trust, Ontario Science Centre, Royal Botanical Gardens, Royal Ontario Museum and Science North. The St. Lawrence Parks Commission is the impacted tourism agency.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Ontario Tourism Marketing Partnership Corporation Efficiencies	(0.9)	(1.1)	(1.4)	(3.4)

The Ontario Tourism Marketing Partnership Corporation (OTMPC) is a government agency that collaborates with tourism partners locally and internationally to showcase Ontario as a premier all-season travel destination.

A review of OTMPC's internal operations has resulted in savings.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Luminato Reduction	(1.5)	(2.0)	-	(3.5)

The government provides time-limited funding to support the Luminato festival, but will reduce funding over the next two years to redirect savings to other priority areas.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Convention Development Fund	—	(0.3)	—	(0.3)

The Convention Development Fund helps eligible Ontario cities offset key costs to attract increased convention business and visitor spending, and received funding as part of the *2010 Budget*. The ministry is sunsetting the program one year early.

The long-term funding model for Regional Tourism Organizations will be in place by early 2013-14 and will mitigate the termination of this program.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Efficiency Measures	(0.5)	(1.5)	(12.4)	(14.4)

The ministry is undertaking efficiency measures across various programs, including those arising as a result of the merger of the Sport program.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Flatline Renewal Funding for Tourism Agencies	—	—	(1.7)	(1.7)

Capital renewal funding supports infrastructure improvements at attractions such as the St. Lawrence Parks Commission, Huronia Historical Parks and Fort William Historical Park. The ministry will continue to work with tourism agencies and attractions to seek efficiencies and prioritize investments.

The figures in the table above represent the fiscal savings in the first three years. Investments in renewal will be reduced by \$21 million over the next six years.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Partial Closure of Ontario Place	-	-	-	-

On February 1, 2012, the government announced the transformation and revitalization of Ontario Place, which will be completed by 2017, in time to celebrate Canada's 150th anniversary. This transformation will require partial closure of the site, starting in 2012.

Partial closure of some of the facilities at Ontario Place (i.e., the water park, amusement rides and Cinesphere) is estimated to avoid potential costs of up to \$20 million in operating and capital requirements.

Ministry of Training, Colleges and Universities

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Policy Levers	-	(40.0)	(81.0)	(121.0)

The government will work with the postsecondary sector to enhance innovation and productivity to support efficiency targets while supporting quality education for students. Further details will be available by early this summer.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Scaling Back or Discontinuing Non-Core Grants and Bursaries	(26.7)	(27.1)	(30.4)	(84.2)

The ministry has identified savings primarily from the discontinuation of some scholarships and bursaries to streamline student financial assistance following the introduction of the 30% Off Ontario Tuition grant.

In addition, savings include the discontinuation of some special grants such as phased elimination of the Small, Northern and Rural Grant for some colleges.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Eliminating Study-Abroad Scholarships and Reducing Support to Institutions for Non-PhD International Students	(4.0)	(27.4)	(44.1)	(75.4)

The ministry has identified a reduction in indirect support, through operating grants that the government provides to non-PhD international students, as well as the elimination of subsidies for non-PhD international students provided to institutions to pay for municipal taxation in lieu of property taxes.

In addition, the government is eliminating subsidies for international recruitment and study-abroad scholarships.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Capital Reprofile	(14.8)	(10.1)	(3.5)	(28.4)

Capital funding for colleges and university projects will be realigned with expected construction and completion timelines.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Capital: Reduce Unallocated Postsecondary Capacity Funding	—	—	—	—

This savings measure represents fiscal savings of \$164 million over the next six years, resulting from a reduction in unallocated funding to further expand capacity at postsecondary institutions. This protects funding for the postsecondary capacity expansion projects announced in 2011. Fiscal savings begin in 2015-16.

Ministry of Transportation

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Provincial Highways Management Transformation	(15.6)	(18.2)	(19.3)	(53.2)

The ministry will return certain contract oversight and engineering services in-house. These had been outsourced to the private sector, but the ministry has faced difficulty in achieving value for money in this regard: the limited market for such services, especially in northern Ontario, has resulted in the ministry paying above-market prices in recent years. Returning these services to internal production will lead to savings.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Metrolinx Fare Collection Efficiencies	(1.5)	(3.4)	(3.4)	(8.3)

Metrolinx has indicated it is capable of carrying out its internal operations with more efficiency. The implementation of the PRESTO Farecard, which automates fare collection and processing work, reduces reliance on ticket-taking staff. Consequently, Metrolinx can provide the same level of service for less cost.

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Reprioritize Highway Expansion and HOV Projects	(1.1)	(3.1)	(10.0)	(14.2)

The ministry is delaying a small number of previously approved highway expansion and high-occupancy vehicle (HOV) lane projects. Other planned HOV projects will be delayed until fiscal capacity allows them to proceed. The reductions do not affect commitments including the Windsor-Essex Parkway, 407 East Extension and new HOV lanes on Highway 417 in Ottawa.

Investments in the ministry's highway expansion and HOV projects will be reduced by \$229 million over the next six years. The figures in the table above represent the fiscal savings over the first three years.

Addendum to the 2012 Ontario Budget

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Reprioritize Highway Rehabilitation and GO Transit Funding	(0.5)	(3.0)	(13.1)	(16.6)

The ministry and Metrolinx prioritize rehabilitation work on provincial highways and on the GO Transit network based on comprehensive asset management systems. This helps ensure continued public safety while delivering the greatest value for each dollar invested. The ministry will continue to seek efficiencies while prioritizing highway rehabilitation projects. Metrolinx will review GO Transit projects as part of this work.

The figures in the table above represent the fiscal savings in the first three years. Investments in highway rehabilitation and in GO Transit will be reduced by \$1.4 billion over the next six years.

Various Ministries

(\$ Millions)	2012-13	2013-14	2014-15	3-year total
Other Ministry Measures	(12.0)	(5.9)	(2.5)	(20.5)

Other ministry measures include actions across government, such as scaling back non-priority programs, implementing administrative efficiencies, eliminating programs that ministries should not be delivering, or identifying programs that the private sector could deliver more efficiently.

